

---

# Cercle Orion

*Club politique et d'influence indépendant*



---

# LES JEUNESSES DE FRANCE : CONSTAT D'ÉCHEC ET PROMESSE D'ESPOIR

AVRIL 2022

---

PARIS - LONDRES - BRUXELLES - LUXEMBOURG

Rapport

# CERCLE ORION

*Club de réflexion politique et d'influence indépendant*

Le Cercle Orion est un club *politique* et d'influence indépendant, laboratoire d'idées de référence, visant à promouvoir l'engagement de la jeune génération, fondé en janvier 2017 par Alexandre MANCINO.

Son but est de prendre part au débat intellectuel et de contribuer à la compréhension des enjeux et transformations du XXI<sup>e</sup> siècle pour agir et être source de propositions pour le monde de demain. Il s'articule autour d'évènements de très haute qualité avec des personnalités du monde politique, économique ou intellectuel ainsi qu'à travers des contributions d'experts sur les sujets de société.

Les activités du Cercle visent à éclairer les décideurs publics et privés confrontés aux enjeux contemporains.

À travers l'ensemble de ses activités – *réflexions, propositions, publications, lobbying & influence, accompagnement de start-ups, évaluation des politiques publiques, participation citoyenne et expérimentation* – le Cercle Orion joue un rôle d'acteur du débat démocratique.

Pour plus d'informations, veuillez consulter : [www.cercleorion.com](http://www.cercleorion.com)

# Les jeunesses de France : constat d'échec et promesse d'espoir

*« Il faut un diagnostic juste si l'on veut des remèdes appropriés »*

- Jean Michel BLANQUER

**Rapport coordonné par Aymeric DELON, conseiller spécial auprès du Président.**

# Table des matières

<b>Introduction .....</b>	<b>5</b>
<b>Une jeunesse divisée au futur en déclin.....</b>	<b>8</b>
<b>I. La balkanisation des jeunes : des inégalités qui segmentent nos jeunes .....</b>	<b>8</b>
1. Fracture sociale et fragmentation spatiale : des phénomènes qui s'alimentent mutuellement .....	8
2. La fracture identitaire, une pathologie sociale .....	10
<b>II. Les responsables du déclin .....</b>	<b>11</b>
1. La faillite de l'école : une baisse insupportable du niveau et de l'exigence .....	11
2. Le discours politique déresponsabilisant.....	13
3. La déconstruction de la possibilité d'une union dépassant tout clivage .....	15
<b>L'émancipation par toutes les formes de méritocratie .....</b>	<b>18</b>
<b>I- Un potentiel d'épanouissement inhérent à l'être humain.....</b>	<b>18</b>
1. Rejet du fatalisme .....	18
2. De la responsabilité dans la liberté .....	19
3. Des difficultés différenciées à atteindre cet épanouissement et cette liberté en fonction de la satisfaction des besoins .....	19
4. L'importance toute particulière de l'âge de la jeunesse dans ce processus d'épanouissement.....	21
<b>II- L'époque, notamment en France, favorise l'accès à de nombreuses ressources tout en laissant l'individu libre de ses choix .....</b>	<b>21</b>
1. Un accès aux ressources de la culture facilité mais encore inégal.....	22
2. Le rôle et les solutions que proposent la digitalisation et la révolution numérique .....	25
<b>La revalorisation impérative de nos institutions : pour une jeunesse qui retrouve espoir dans la promesse méritocratique.....</b>	<b>29</b>
<b>I- Souder les jeunes par la culture et le retour à une citoyenneté fière et affirmée .....</b>	<b>29</b>
1. Souder les jeunes autour des savoirs fondamentaux .....	29
2. Souder les jeunes autour de notre histoire .....	29
3. Souder les jeunes autour de la promesse méritocratique .....	30
4. Souder les jeunes en les valorisant toutes .....	30
5. Souder les jeunes en les faisant se rencontrer .....	31
<b>II- Par l'action de l'État pour œuvrer à la réussite de tous.....</b>	<b>31</b>
1. Contre la précarité étudiante : « 1 jeune, 1 solution » une réponse sur-mesure et pour chacun à soutenir .....	31
2. L'accompagnement des projets sportifs et artistiques .....	32
<b>Conclusion.....</b>	<b>36</b>
<b>Contact .....</b>	<b>37</b>
<b>.....</b>	<b>37</b>

# Introduction

A l'heure de l'élection présidentielle, les jeunes sont particulièrement choyés. Toutefois, force est de constater - et de regretter - un dynamisme sociologique indéniable, et qui s'amplifie : la désaffiliation des jeunes à la politique. Une enquête récente de l'Institut Montaigne<sup>1</sup> met en exergue des statistiques préoccupantes : alors que la jeunesse - ou plutôt les jeunesses - de France constitue son vivier d'avenir politique, économique, social, culturel, etc, seulement 51% des jeunes se sentent très attachés à la démocratie, contre 59% pour leurs parents et 71% pour leurs grands-parents.

Si toutefois deux tiers des 18-24 ans jugent utile le fait de voter, leur abstention record à l'occasion des élections départementales et régionales de 2021 (plus de 80%!) a poussé les mouvements de jeunesse des principaux partis politiques à déployer force de moyens communicationnels pour inciter les jeunes citoyens à se rendre aux urnes. En effet, début 2022, un sondage de l'institut Odoxa pour *Le Figaro* indiquait que près de la moitié des jeunes envisageait de ne pas voter pour cette élection présidentielle<sup>2</sup>. Ainsi, si 82% des jeunes Français se disent heureux, ils sont en retrait de la vie citoyenne (et parfois avec violence, un jeune sur cinq - contre moins d'un parent sur dix et d'un grand-parent sur vingt - trouve acceptable la dégradation de l'espace public à des fins protestataires). Finalement, ils symbolisent à l'acmé un phénomène d'apparence paradoxale sociologique très français, dépeint notamment dans *L'Archipel français* de Jérôme FOURQUET : un bonheur individuel mêlé à une défiance collective.

Cette situation inquiétante se greffe conjoncturellement avec une grande fragilisation des jeunes durant la pandémie de COVID-19. Ainsi, selon l'enquête de l'Institut Montaigne pré-citée, plus d'un jeune sur deux témoigne que la crise sanitaire a eu un impact négatif sur leur moral. Et cet effet est très inégalitaire : les jeunes dont la situation financière est la plus difficile sont cinq fois plus nombreux que les jeunes les plus à l'aise financièrement à avoir ressenti une forte charge psychologique ou somatique dans le cadre des confinements. Or, nous pensons que cette crise ne crée pas de nouveaux problèmes, mais qu'elle aggrave les anciens. Par exemple, la paupérisation de la jeunesse existe certes, mais comme elle existe aussi pour l'ensemble de la société actuellement. La France est un pays à la pointe des aides sociales pour les étudiants, avec de nombreux échelons de bourse, des APL, une Université quasi-gratuite, et des CPGE, elles, entièrement gratuites. Ajouté au nombre de résidences étudiantes CROUS, nous sommes conscients que la France est pionnière dans le domaine et il est important, dans un souci de franchise, de le mentionner car nous approuvons ces politiques.

L'éducation est un sujet prioritaire pour 73% des Français<sup>3</sup>.<sup>[1]</sup> Il est l'objet d'un traitement particulier lors des campagnes présidentielles, où les propositions pour l'école sont souvent débattues et mises en avant. Les programmes de l'élection 2022 le témoignent : par exemple, le président-candidat fait de l'école (avec la santé) le thème prioritaire d'un second mandat. Comment expliquer alors qu'un sujet si prioritaire et si crucial soit, finalement, traité par les politiques publiques de telle sorte que les plongées incessantes dans les classements internationaux ne soient pas endiguées ? Comment expliquer qu'un modeste élève ayant obtenu son certificat d'études primaires dans la première moitié du XXI<sup>ème</sup> siècle parle et écrive mieux le français qu'un élève détenteur du Baccalauréat 2021 ?

---

<sup>1</sup> Institut Montaigne, *Une jeunesse plurielle - Enquête sur les 18-24 ans*, févr. 2022

<sup>2</sup> C'était environ un tiers des jeunes qui se sont abstenus au second tour de l'élection présidentielle de 2017.

<sup>3</sup> <https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2021/04/117825-Rapport-CN-SR-N135.pdf>

Le Cercle Orion n'a pas pour objectif de se complaire dans un passéisme désuet. Pourtant, le constat est éloquent : les acquis fondamentaux ne sont plus maîtrisés par tous, la connaissance de l'Histoire de France est dérisoire pour l'immense majorité des jeunes, et les écarts de niveau entre zones géographiques/économiques se creusent. La conséquence directe : une panne de l'ascenseur social, promesse qui fonde le contrat social français.

En effet, les inégalités peuvent être tolérées, mais seulement dans le cas où, comme l'énonce d'ailleurs implicitement J. RAWLS, l'ascenseur social fonctionne. Or, la promesse méritocratique ne peut s'appliquer à nos jeunes si celles-ci voient se créer une disparité de niveau telle que la simple maîtrise de sa langue n'est pas acquise. En d'autres termes : on ne peut reprocher à un chef d'entreprise de discriminer à l'embauche un jeune sur son niveau de français. Le rôle de l'instruction publique est en ce sens crucial car elle permet à tous de disposer d'un niveau de savoirs fondamentaux identiques et, surtout, de niveau comparable.

Aujourd'hui, nos jeunes subissent une fracture de niveau. Entre école publique et école privée, entre école de ville et école de banlieue etc. La jeunesse urbaine n'a rien en commun avec la jeunesse rurale qui n'a rien en commun avec la jeunesse de banlieue. Auparavant, sans glorifier la période, tous répondaient ensemble à la mobilisation de 1914. Cela ne serait plus le cas aujourd'hui pour différentes raisons, mais nous pourrions en exhumer une : ils n'ont rien en commun. Leurs situations économiques, culturelles, éducationnelles. Quand, auparavant, la III<sup>ème</sup> République avait instauré un sentiment patriotique fort permettant de souder l'ensemble de la société, nous vivons aujourd'hui l'époque de son délitement certain. Plus globalement, comment « faire société » lorsque les féministes veulent abattre le patriarcat en élaborant une notion fourre-tout ; comment « faire société » lorsque certaines personnes racialisent les débats en faisant de la couleur de la peau un statut de victime ou de bourreau ; comment « faire société » dans un pays qui se déchire sur son histoire et souhaite, pour une minorité très visible, déboulonner les statues de ses grands héros ? Nos jeunes s'imprègnent de ces polémiques et sont désormais laissés sans ordre ni repères.

Nos propres fractures se reflètent donc sur nos jeunes. Au Cercle Orion, nous pensons qu'il est impératif de poser le diagnostic de cette fracture scolaire, territoriale, économique et culturelle et d'y apporter des solutions radicales. Car nos jeunes sont désormais en déclin. Nous apportons ce constat décliniste car il se fonde sur des faits exacts : baisse du niveau général (élite incluse) et baisse de cohésion et du sentiment patriotique. Nous rejetons toutefois le terme de décadence car il porte en lui un caractère civilisationnel et irréversible. Or, des solutions peuvent être trouvées.

L'école instruit moins, c'est un fait acquis. Il nous suffit d'ouvrir (et nous l'avons fait) un manuel d'histoire des années 1950 pour comprendre que nos grands-parents connaissent bien mieux que nous Napoléon et la bataille d'Ulm. Pour Ernest RENAN, une nation se compose d'un peuple disposant d'un socle de valeurs communes, qui s'affilie à une histoire unique et cherche à la prolonger. Il est donc essentiel, pour que « les » jeunes passe à « la » jeunesse, de leur imposer une instruction commune et exigeante. Un Polytechnicien comme un artisan ont le droit de maîtriser aussi bien leur langue et leur histoire, et nous croyons, au Cercle Orion, que l'école ne doit pas capituler ou niveler par le bas les niveaux de connaissance. Au contraire, nous devons désormais les réévaluer.

Nous devons donc ressouder nos jeunes. Pour cela, elles doivent être considérées mais également responsabilisées. Chaque individu peut et doit se perfectionner et ne jamais se satisfaire de ce qu'il est : voilà la philosophie que l'État doit insuffler. Le boulanger a la quête de faire un meilleur pain ; le philosophe de raisonner mieux ; le scientifique de découvrir plus ; l'employé de banque de la diriger. Pour nos jeunes, les familles doivent donc être responsabilisées. En outre, l'école ne peut pas rattraper certains errements parentaux

## Les jeunes de France : constat d'échec et promesse d'espoir

car la famille reste un lieu de socialisation privilégié, où l'enfant passe un temps conséquent. Quand un parent laisse un jeune imposer sa loi, être absent en classe et ne pas apprendre correctement sa leçon, il est aussi responsable quel que soit son milieu social. Enseigner à son enfant qu'il est important de bien travailler à l'école n'est pas l'apanage des familles aisées, mais certaines familles aujourd'hui ne voient plus ce lieu comme une chance mais comme un lieu de concurrence avec leur propre modèle éducatif et leurs propres convictions. Face à cela, l'État doit être ferme et ne pas trembler pour imposer son instruction publique exigeante à tous et partout en France.

L'État en a d'ailleurs le devoir. Il le doit à toutes ses familles de classe populaire qui comptent sur l'école pour enseigner le français, les mathématiques, l'Histoire et la géographie à leurs enfants car ils ne peuvent le faire eux-mêmes, et n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants dans certains collèges ou lycées privés où, désormais, l'on réussit mieux. En ce sens, nous devons faire abstraction des polémiques stériles comme sur l'instauration du drapeau français dans les écoles : au Cercle Orion, nous pensons qu'il n'y a aucune honte à afficher notre drapeau, nos couleurs et notre hymne, et d'inculquer aux enfants des valeurs patriotiques et le sentiment qu'ils appartiennent à ce qui est certainement un des plus beaux pays du monde.

Pour ressouder ces jeunes, il est également nécessaire de ne pas sombrer dans un excès d'élitisme malvenu. La France a longtemps dédaigné ses filières professionnelles. En 2016, 57% des détenteurs d'un CAP étaient au chômage, contre 46% des détenteurs d'un bac professionnel. Pour que toutes nos jeunes s'expriment, qu'elles deviennent ingénier ou boucher, elles doivent toutes disposer d'un accès convenable à l'emploi. La revalorisation de ces filières et de cette jeunesse est une priorité de ce rapport. De surcroît, la jeunesse dispose aujourd'hui d'outils inédits par le biais d'internet, du coding et des réseaux sociaux. Il s'agit d'un levier de croissance à ne pas négliger pour le Cercle Orion, bien qu'il s'adresse généralement à la jeunesse urbaine dont nous avons esquissé la typologie.

Nous ne pouvons nous résigner au déclassement social, économique, culturel, psychologique, moral de nos jeunes. Crise de confiance dans la promesse méritocratique, chute de niveau dans les classements internationaux, une citoyenneté rongée par l'individualisme et une paupérisation conjoncturelle complètent un tableau bien noir. Il est nécessaire ressouder ces jeunes fragmentées aux vies parfois incomparables : par l'exigence, clé de voûte du principe méritocratique, par la lutte contre les déterminismes sociaux, enjeu majeur de l'école publique, laïque et émancipatrice, et par la citoyenneté, pour passer jeunes de France à « la » jeunesse de France, unie et solidaire.

Voilà l'objet du présent rapport.

# Une jeunesse divisée au futur en déclin

## I. La balkanisation des jeunesses : des inégalités qui segmentent nos jeunesses

La balkanisation est un terme géopolitique d'abord utilisé pour décrire le processus de fragmentation ou de division d'une région en entités plus petites, souvent hostiles ou non coopératives les unes avec les autres. Balkaniser, revient à fractionner, et à terme rendre inefficace (une institution, une administration...). Après avoir accepté cette définition, il paraît inévitable de convenir qu'un phénomène de balkanisation est à l'œuvre dans la société française, et que ce terme est propre à qualifier l'état des jeunesses de France.

“ La jeunesse n'est qu'un mot” affirme Pierre BOURDIEU lors d'un entretien en 1971. Par-là, le sociologue cherche à traduire une réalité, celle d'une catégorie mouvante et difficile à cerner, notamment parce qu'elle est loin d'être homogène. En effet, sont rangées derrière le terme de jeunesse une multitude de réalités, d'univers, qui n'ont tout compte fait que peu de choses en commun. A penser à des Gérard MAUGER ou des Edgar MORIN, l'on doit bien se rendre à l'évidence : identifier les jeunes à une unité sociale, à un groupe constitué doté d'intérêts communs est simpliste et réducteur. Il n'en reste pas moins que la France, dans ce qu'elle a de plus beau et de plus grand, fait fi de ces divergences de fait, et a des aspirations.

Elle aspire, non pas à l'égalisation des situations, mais à ce que tous ses enfants disposent des mêmes chances, des mêmes opportunités de développement social indépendamment de leurs origines. En d'autres termes, la destinée sociale doit relever des compétences intrinsèques des individus. Elle aspire à la convergence des modes de vie, à l'adhésion - sur les limites de son territoire - à sa culture, son histoire, sa langue.

Dans la perspective de ce rapport, qui entend appeler à la “réunification des jeunesses de France”, il convient de ne pas faire l'économie d'un détour, et s'attarder sur la segmentation de ces jeunesses et notamment sur les inégalités de condition qui semblent la nourrir, sans occulter la part de responsabilité individuelle à l'œuvre. Deux thématiques principales ont été choisies, permettant de rendre compte de ce propos : la fracture socio-spatiale, et la fracture identitaire. Après réflexions, il a été convenu qu'un état des lieux se passant d'un constat sur la fracture politique existante serait incomplet, tant celle-ci offre un regard, cette fois-ci en hauteur, sur le morcellement des jeunesses.

### 1. Fracture sociale et fragmentation spatiale : des phénomènes qui s'alimentent mutuellement

La répartition spatiale des individus est un phénomène complexe, qui relève moins d'un jeu de circonstances que de véritables dynamiques de séparation. L'étude de cette répartition en France signale un certain nombre de dysfonctionnements sociaux et territoriaux majeurs, faisant place à une multitude d'inégalités socio-spatiales. Qu'elles soient choisies ou subies, ces séparations sont propices à faire naître tensions et revendications et ainsi constituer un danger pour la cohésion sociale, une pathologie de l'intégration sociale, tant elles se traduisent par des différences d'accès à l'emploi, de qualité de logement, d'éducation, d'intégration territoriale... Ces inégalités sont par ailleurs particulièrement criantes lorsqu'elles sont étudiées sous le prisme de la jeunesse. En effet, les origines sociales et géographiques tendent à fortement influencer sur la projection des jeunes vers l'avenir, et notamment sur leur degré d'ambition et l'autocensure qu'ils développent. Ainsi, les services académiques du rectorat de Dijon évoquent à l'occasion d'une journée “ École et ruralité” les différences d'aspirations académiques et professionnelles entre ces jeunes et les citoyens du même âge, le



## Les jeunesses de France : constat d'échec et promesse d'espoir

degré d'ambition variant fortement en fonction du lieu de résidence: le niveau scolaire des élèves de l'académie situés en zones rurales et dans les petites communes est le même qu'à l'échelle nationale ; mais leur ambition est bien moindre, ce clivage se retrouvant à chaque étape charnière en matière d'orientation.

Il y a près de quatre ans maintenant que le Mouvement des Gilets jaunes bouleversa le pays, marquant durablement l'agenda politique et médiatique. Cette crise aura eu le mérite de mettre en exergue le sentiment d'abandon - géographique et social- d'une partie de la population. Si les jeunes ruraux ne participent pas massivement au mouvement, majoritairement composé d'actifs, ils n'en restent pas moins confrontés à des barrières géographiques, impactant leur relation avec l'avenir, les ressources à leur disposition, et leur façon de se projeter dans l'avenir. C'est dans cet esprit que l'on peut faire mention de la mobilisation des lycéens en 2018. En effet, si les mouvements lycéens trouvent historiquement et habituellement leur origine dans des villes de taille importante (Paris, Rennes, Nantes.), il est ici question d'établissements situés dans des villes moyennes ou encore des lycées agricoles, au cœur de la contestation contre la réforme du lycée. Nous pouvons sans doute y voir l'expression du mal-être d'une fraction de la jeunesse se sentant reléguée en seconde division.

Ce mal-être est notamment exprimé chez Nicolas MATHIEU, prix Goncourt 2018, qui à travers de nombreux plaidoyers et de structures telles que l'association Chemins d'avenirs, cherche à donner la voix à ces jeunes, à qui l'on demandait de subir en silence, et qui semblent peu à peu sortir de l'angle mort. Dans la dénonciation des inégalités touchant les jeunes Français et dans les actions mises en œuvre pour les pallier, la jeunesse des territoires faisait souvent l'objet d'un discours caricatural sur la ruralité. Ils sont pourtant des millions à grandir au cœur des villes petites et moyennes, dans les zones rurales ou les territoires de montagnes. Leur âge, leur nombre, leurs aspirations, tout pousse à les prendre en compte, et invite à réfléchir aux faiblesses du modèle proposé à ces jeunes. C'est ce que nous tentons ici de faire, pour dire non à la fracture territoriale, non à la sécession de millions de français du reste du pays.

Et de se voir donner raison par les statistiques, qui mettent en exergue de réelles disparités entre les zones urbaines et rurales en France, les jeunes ruraux étant confrontés à des défis distincts en matière de pauvreté ; d'éducation, de formation d'accès à l'emploi ou aux services les plus basiques. La ville, elle, reste gage de la promesse méritocratique. Dans cet esprit, la migration des jeunes des zones rurales vers les zones urbaines est souvent un choix évident, car ils sont à la recherche de meilleures possibilités d'éducation et d'emploi, et d'une meilleure qualité de vie. Cet exode des jeunes présente un dilemme politique, tant le dépeuplement des zones rurales aggrave encore la situation économique de ces communautés, tout en augmentant la pression dans les espaces urbains surpeuplés. L'un des objectifs des politiques de jeunesse doit être de faire en sorte que les jeunes bénéficient des mêmes opportunités, avantages, accès aux services, quel que soit leur lieu de résidence.

Il ne faut néanmoins pas tomber dans le piège d'une idéalisation simpliste et réductrice des zones urbaines, tant celles-ci constituent des ensembles complexes, révélateurs d'inégalités socio-spatiales se traduisant notamment par des différences d'accès à l'emploi, de qualité des logements ou encore d'intégration territoriale.

Nombre d'études se sont attachées à mieux comprendre comment les inégalités socio-spatiales se construisent et se modifient dans les villes et ce, en lien avec leur propre histoire et particulièrement avec les actions politiques menées notamment en matière de logement et d'urbanisme. Ces politiques s'inscrivent dans une quête d'égalité et de justice sociale tout rawlsienne, qui fait particulièrement écho en France où, au nom de l'égalité républicaine, le modèle communautaire ne peut être que rejeté. Un certain nombre d'action prônent ainsi le principe de mixité sociale (notamment la Politique de la Ville, la loi Solidarité et Renouvellement Urbain, les Contrats Urbains de Cohésion Sociale...), mais force est de constater qu'elles n'ont pas réussi à réduire les divisions allant parfois même jusqu'à les accentuer.

L'organisation spatiale ne serait pas le fruit de décisions individuelles des pouvoirs publics comme on pourrait le penser, mais le reflet des besoins sociaux, d'une pression sociale inconsciente qui expliquerait la

transformation des villes et les mouvements des populations qui la composent. A étudier la question, l'on se rend compte de l'hétérogénéité des territoires urbains, avec la présence particulièrement marquée dans certains quartiers d'habitants aux caractéristiques proches. C'est ce qu'on appelle la ségrégation urbaine.

Si le phénomène de ségrégation en lui-même n'est pas forcément à diaboliser, force est de constater qu'il est souvent involontaire et que la ségrégation ethnique et socio-économique se chevauchent bien souvent. C'est dans cet esprit qu'il est peut-être perçu comme indésirable et être source d'inquiétudes. Au coeur de ces inquiétudes se retrouvent les jeunes qui peuvent souffrir de telles séparations. La littérature en la matière semble suggérer que le simple fait de vivre dans certains quartiers peut nuire au potentiel des enfants et jeunes adultes, notamment en matière d'éducation et de perspectives d'emploi, par le fait de mécanismes de socialisation, d'influence négative des pairs, de stigmatisation, ou encore simplement de manque de réseaux.

## 2. La fracture identitaire, une pathologie sociale

*Rien ne serait pire que le déni*

Nicolas SARKOZY

Le phénomène de ségrégation est intimement lié à celui de fracture identitaire. L'importance de ce thème repose sur trois constats. L'augmentation du nombre de minorités ethnico-culturelles et de leur poids numérique en France, la diminution corrélative du degré d'intégration ou d'assimilation de ces groupes et de leurs descendants, et enfin, le constat d'échec du modèle « multiethnique-multiculturel » dans un nombre toujours plus grand de pays voisins.

En mars dernier, le sénateur azuréen LR Henri Leroy a déposé un amendement permettant aux maires d'interdire les drapeaux étrangers lors des mariages et cérémonies républicaines. Certains se sont dits choqués d'une telle mesure. Pourtant, force est de constater que cette dernière est symptomatique d'un réel malaise en France. Qui se souvient de cette nuit où, avec l'aide de l'attaquant Thierry HENRY, la France battait l'Irlande et gagnait son ticket pour la Coupe du Monde ? Les Champs-Élysées regorgeaient de vie. Mais, ce qui en aura frappé plus d'un à l'observation des images de célébrations tapageuses, est bien que les festivités avaient moins à voir avec la victoire de la France qu'avec celle de l'Algérie contre l'Égypte. Beaucoup s'étonnent alors - à raison- que des citoyens français puissent préférer le drapeau algérien au tricolore. Si cet événement peut paraître anecdotique, il ne manque pas de mettre en lumière la communautarisation à l'œuvre en France.

Jusqu'aux années 1960, les universitaires et les gouvernements s'accordaient généralement à dire que l'assimilation était le processus social par lequel une identité nationale commune serait le mieux forgée. Dans la France républicaine, l'idée d'assimilation joue toujours un rôle dominant dans la manière dont les nouveaux arrivants sont intégrés dans l'État : c'est en intériorisant la langue et la culture française, et à travers une allégeance totale et primordiale à l'État qui primerait sur les attachements régionaux, ethniques, ou religieux, que l'on devient français. Il n'y a pas de place pour des identités ou communautés autres que françaises, et les existences à trait d'union n'ont pas leur place. En d'autres termes, les origines sociales, ethniques et religieuses d'un individu ne sont pas pertinentes devant la loi, c'est la subversion de ces traits qui crée la nature abstraite des citoyens français et qui, en théorie, forge une nation dépourvue de minorités, ou coexistent des individus libres et égaux en droit.

La réalité est cependant de plus en plus celle d'une nation au sein de laquelle des minorités cherchent à se faire entendre, doublant parfois l'abandon social d'une auto-exclusion de la scène nationale, républicaine et laïque. Ce repli identitaire fait écho au sein des jeunes générations, et passe par la recherche du rapport au

## Les jeunes de France : constat d'échec et promesse d'espoir

similaire, dans des territoires clos, au point que dans nos banlieues l'espace social soit en risque de se découper sous forme de ghettos, dans lesquels bien souvent force est de constater le délitement de nos institutions.

D'aucuns pourraient affirmer qu'une telle manifestation de repli identitaire résulte d'un sentiment de "trahison" ressenti par ces jeunes à qui l'institution éducative, puis le marché du travail ont fait miroiter quelques espoirs de s'en sortir, quelques promesses d'un dehors possible au ghetto. Le repli naîtrait du sentiment d'être négligé, mal compris, objet d'hostilité ou de ségrégation de la part des autorités ou d'une partie d'entre elles. Ce repli sur la communauté d'origine, religieuse, ethnique ou culturelle, provoque, par voie de conséquence, le développement de stratégies qui conduisent, souvent inconsciemment, à une auto-discrimination. On parle de racisme et d'islamophobie, et chacun se nourrit de ses propres craintes. Il faut néanmoins avoir le courage de dénoncer avec force les effets pervers du discours médiatique, selon lequel la "société" serait responsable de tous les maux, ce sur quoi nous reviendrons dans un deuxième temps, en abordant les responsables des fractures, et plus largement du déclin à l'œuvre en France : la communautarisation, c'est aussi le refus du lien, du lieu et du bien commun, de la laïcité commune.

Enfin, la fracture identitaire est aussi culturelle. Il s'agit plus largement de constater un recul général de la culture comme ferment social : il est inacceptable de renoncer à la maîtrise des savoirs fondamentaux, - parler, lire et écrire-, car rien ne justifie que les enfants d'aujourd'hui soient moins armés que ceux d'hier.

## II. Les responsables du déclin

*"D'où l'importance de l'école au cœur du régime républicain. C'est à elle qu'il revient de briser ce cercle, de produire cette auto-institution, d'être la matrice qui engendre en permanence des républicains pour faire la République. République préservée, république pure, république hors du temps au sein de la République réelle, l'école doit opérer ce miracle de l'engendrement par lequel l'enfant, dépouillé de toutes ses attaches pré-républicaines, va s'élever jusqu'à devenir le citoyen, sujet autonome. C'est bien une nouvelle naissance, une transsubstantiation qui opère dans l'école et par l'école, cette nouvelle Église, avec son nouveau clergé, sa nouvelle liturgie, ses nouvelles tables de la Loi." — Vincent PEILLON*

L'ancien ministre de l'Éducation nationale retranscrit ainsi par ce paragraphe<sup>4</sup>, empli d'inspirations bibliques, l'ambition et la mission de l'école républicaine, laïque et obligatoire : donner continuellement à la patrie de nouveaux citoyens. Cette visée n'est pas uniquement celle du XXI<sup>e</sup> siècle, non, elle prend racine dans les lois Jules Ferry de 1882, mais également, du point de vue idéologique dans les travaux de Ferdinand Buisson<sup>5</sup>. L'école est, par suite, consubstantielle à la République.

Pourtant, la faillite de celle-ci joue aujourd'hui un rôle non négligeable dans la balkanisation des jeunes en France (1) tout comme le discours politique de plus en plus déresponsabilisant vis-à-vis des individus, *a fortiori* des jeunes (2) et la déconstruction idéologique de tout ce qui unifie ou rassemblait jadis le peuple français (3).

### 1. La faillite de l'école : une baisse insupportable du niveau et de l'exigence

#### 1.1. L'échec de l'école dans la transmission des savoirs fondamentaux

<sup>4</sup> *La Révolution française n'est pas terminée*, Vincent PEILLON, éd. Seuil, 2008, page 17

<sup>5</sup> *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, Ferdinand BUISSON, 1880

## Les jeunesses de France : constat d'échec et promesse d'espoir

De la fin des années 1960 jusqu'à nos jours, l'éducation s'est considérablement massifiée de sorte que le pourcentage de personnes titulaires du baccalauréat connaît une croissance exponentielle.<sup>6</sup> Cette réussite ne se limite pas au seul enseignement secondaire, elle s'étend également à l'enseignement supérieur. Ce succès cache toutefois une réalité bien moins glorieuse : celle d'un nivellement vers le bas de la qualité de l'éducation.

À l'école primaire, les performances en mathématiques et en sciences connaissent un déclin inéluctable tant dans les classements internationaux<sup>7</sup> que dans les études nationales officielles.<sup>8</sup> La langue française elle-même n'est pas épargnée. En 2015, le ministère de l'Éducation nationale organise une dictée test pour des élèves de CM2 dont le constat est sans appel : 17,8 fautes en moyenne contre 14,3 en 2007 et seulement 10,6 en 1987.<sup>9</sup> Les attentes des programmes scolaires qui deviennent de moins en moins exigeants<sup>10</sup> en la matière peuvent certainement apporter un début d'explication à cette baisse de niveau. Cet effondrement est non seulement nuisible pour les élèves eux-mêmes<sup>11</sup> mais il l'est aussi pour la langue qui s'appauvrit considérablement<sup>12</sup>.

Cette réalité est si dérangeante qu'elle est même dissimulée par le biais de la disparition progressive des notes chiffrées.<sup>13</sup> Bien que cela puisse partir d'une bonne intention qui vise à ne pas stigmatiser les élèves les moins efficaces académiquement, cette bienveillance se révèle perverse notamment parce qu'elle leur attribue des résultats et des diplômes de plus en plus dépourvus de valeur. Les conséquences d'un tel choix en matière d'éducation sont nuisibles car elles relativisent l'exigence vis-à-vis de l'enfant, le confortant ainsi dans son ignorance tout en le préservant du moindre effort.

Au collège et au lycée, le constat n'est pas moins alarmant. Les programmes d'histoire sont désormais si lacunaires, en ce qui concerne le roman national<sup>14</sup>, lequel est pourtant essentiel à l'harmonisation des jeunesses, qu'ils parviendraient aisément à rallier, à titre posthume, Jules MICHELET et Jacques BAINVILLE<sup>15</sup>. Les humanités aussi tendent à être de plus en plus négligées si bien que le niveau global de culture générale au sortir du lycée est en chute libre. L'éducation nationale faillit ainsi dans sa mission de transmission en laissant les jeunes dans une situation d'emprisonnement face à leur condition initiale.

<sup>6</sup> 69% de personnes sont diplômées du baccalauréat en 1970, contre 88,3 % en 2018, pour finalement atteindre 95% en 2020.

<sup>7</sup> La France est notamment avant-dernière du classement international Timss sur l'enseignement des mathématiques et des sciences.

<sup>8</sup> En 2017, la reprise d'une enquête initiée en 1987, portant sur le calcul en fin de CM2, permet de comparer les performances des élèves à trente ans d'intervalle. Cette enquête donne des résultats à quatre temps de mesure : 1987, 1999, 2007 et 2017. Entre 1987 et 1999, les performances des élèves avaient fortement baissé. Cette tendance s'était atténuée entre 1999 et 2007. Dix ans plus tard, on assiste à une baisse des performances des élèves moins marquée cependant qu'entre 1987 et 1999. MENJ-DEPP, enquête « Lire, écrire, compter »

<sup>9</sup> Les performances en orthographe des élèves en fin d'école primaire (1987-2007-2015), Note d'information, DEPP

<sup>10</sup> Les programmes scolaires 2016 du cycle 3 (CM1, CM2 et 6e) prescrivent l'enseignement du passé simple uniquement aux 3e personnes.

<sup>11</sup> Selon un sondage Opinionway réalisé auprès de 200 directeurs des ressources humaines, 52% d'entre eux affirment qu'un faible niveau orthographique et grammatical peut mener à un rejet de candidature. 15% estiment même que c'est un frein à une promotion.

<sup>12</sup> L'imparfait du subjonctif, très populaire parmi les écrivains et les orateurs au XIXe et XXe siècles disparaît et des programmes scolaires et des habitudes linguistiques des Français. Le passé simple semble suivre le même chemin.

<sup>13</sup> En 2014, le jury de la conférence nationale sur l'évaluation s'est prononcé en faveur de l'abandon de la notation chiffrée pour les cycles 1, 2 et 3 – sixième incluse.

<sup>14</sup> L'expression « roman national » est une expression popularisée par Pierre NORA en conclusion de ses Lieux de mémoire. L'historien l'a empruntée à un sociologue, Paul YONNET, mort en 2011 et auteur en 1992 du Voyage au centre du malaise français, l'antiracisme et le roman national. Dans cet ouvrage, il soutient la thèse d'un effondrement du récit national par l'émergence, dans les années 1980, de l'antiracisme adossé aux « droits de l'homme ». Il y évoque une diabolisation du roman national par les élites françaises, en lien avec une France alors dominée par la gauche au pouvoir et marquée par le renoncement à la grandeur, au sens et à la remise en cause de l'ordre dominant. Il décrit l'antiracisme comme « une utopie de substitution » et parle d'une « utopie panethnique » ayant succédé à l'utopie marxiste. La xénophilie dominante confine à la haine de soi et écarte l'idée d'une assimilation républicaine.

<sup>15</sup> Respectivement historiens du « roman national », républicain pour le premier, royaliste pour le second.

## 1.2. L'échec des voix traditionnelles dans l'orientation de la jeunesse

L'enseignement supérieur est également frappé par ce phénomène de massification pernicieuse qui s'exprime de différentes manières. Les anglicismes sont de plus en plus fréquents si bien que les jeunes diplômés participent eux aussi à l'appauvrissement de la langue française lequel joue un rôle important dans le morcellement des jeunesses. Les matières culturelles sont délaissées, tant dans les filières techniques que dans les filières générales si bien qu'aujourd'hui très peu de personnes connaissent l'Évangile, un texte que Jean Jaurès, diplômé de l'École Normale Supérieure, peu connu pour son cléricisme, connaissait sur le bout des doigts.<sup>16</sup> L'échec, tout le moins, la perception d'une certaine incapacité des élites françaises, diplômées pour la plupart des grandes écoles, est également à souligner, car c'est elle qui a abouti au mouvement des Gilets Jaunes qui n'est lui-même que la face visible d'une crise, plus grave, de l'autorité.

Tout cela amène à une remise en question du modèle méritocratique français, fondé sur l'ascenseur social, et reposant sur la réussite académique, de telle sorte que les chemins menant à la réussite sont de plus en plus diversifiés et éloignés du modèle républicain. L'entrepreneuriat qui ne suppose pas nécessairement de bagages académiques est ainsi de plus en plus mis en avant. Les métiers d'internet tels que « *YouTubeur* », « *Instagrammer* » ou même « *Streamer* » que nombre de jeunes idéalisent, que le pouvoir politique commence à peine à considérer<sup>17</sup>, jouissent d'un prestige inégalé. L'économie des petits boulots, laquelle laisse une certaine liberté tout en étant en marge des cadres plus traditionnels jugés oppressants, doit aussi être soulevée. Enfin, la moins glorieuse de toutes ces trajectoires parallèles, mais dont l'importance n'est pas à négliger, doit absolument être relevée : vivre des prestations sociales généreuses offertes par la France tout en veillant à payer le moins d'impôts possible en travaillant au noir.

La faillite de l'école, et par suite, celle de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, est bien évidemment l'une des causes primaires du déclin. Mais, elle n'en est pas la seule, le politique a lui aussi sa part de responsabilité dans cette tendance.

## 2. Le discours politique déresponsabilisant

### 2.1. Le primat insupportable du registre pathétique

Le misérabilisme<sup>18</sup> lequel consiste à s'attarder sur les caractères les plus pitoyables, les plus pathétiques de la vie sociale humaine, qui tend à faire des personnes défavorisées les victimes de leur situation parce qu'elles seraient dépourvues des moyens pour s'en sortir constitue l'une des principales facettes du discours déresponsabilisant ambiant. Plutôt que de pousser chacun à se hisser vers le sommet, il contribue à l'intensification du nivellement par le bas. Plutôt que d'égaliser par la grandeur, il égalise par la misère. Plutôt que d'amener les individus à se reprendre en main, il les conforte dans leur situation en leur assurant qu'ils n'y sont pour rien, qu'ils n'ont pas les moyens de remédier à leur situation car seule la société peut les sauver.

---

<sup>16</sup> On pourrait arguer qu'il s'agit là de connaissances religieuses mais l'argument est fallacieux tant cet ensemble de savoirs appartient à ce qui constitue le cœur de la culture française, tant celui-ci influe encore nombre de concepts laïcs clés comme l'est notamment la défense de la dignité humaine.

<sup>17</sup> Le président de la République Emmanuel MACRON a demandé aux vidéastes Mefly & Carlito de faire une vidéo pour rappeler l'importance des gestes barrières. Si la vidéo passe la barre des 10 millions de vues, Emmanuel MACRON a pris l'engagement de leur ouvrir les portes de l'Élysée, le temps d'un tournage. Le défi ayant été relevé avec succès, les vidéastes ont été félicités par le détenteur de la magistrature suprême, qui les recevra prochainement.

<sup>18</sup> Ce terme, souvent mis en opposition avec le populisme, est une notion développée par le sociologue et épistémologue français Jean-Claude PASSERON dans *Le Savant et le Populaire*. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature, publié en 1989. Elle décrit une attitude qui consiste à « [...] ne voir dans la culture des pauvres qu'une pauvre culture. »

## Les jeunesses de France : constat d'échec et promesse d'espoir

Celui-ci devient d'autant plus pervers et néfaste lorsqu'il glorifie la précarité et l'échec. Cette vision romantique de la société, hugolienne<sup>19</sup>, n'est pas dépourvue de bienfaits pour le personnel politique qui peut désormais se reposer sur ses lauriers tant la misère est grande, tant elle révèle la splendeur de la nature humaine. Cette politique, celle du renoncement, celle de la fatalité, aboutit à une recrudescence de la pauvreté<sup>20</sup> laquelle devient de plus en plus flagrante après la crise de la COVID-19, qui a révélé nombre de failles touchant la société française dans son ensemble et dont les jeunes sont les principales victimes.

La jeunesse, plutôt que d'être vue tel un printemps de beauté, pareille à une étendue infinie de possibilités et d'opportunités, tend de plus en plus à devenir la période la plus triste, la plus néfaste de la vie. D'une ouverture sur le monde et vers les autres<sup>21</sup>, elle aboutit à un renfermement sur soi et sur sa condition, traduisant ainsi un certain fatalisme, qui est d'autant plus terrible qu'il condamne l'avenir en empêchant la nouvelle génération de construire le monde de demain en la poussant à la passivité plutôt qu'à l'action.

### 2.2. Le refus politique de la responsabilité de la jeunesse

Ce misérabilisme s'accompagne d'une déresponsabilisation permanente de l'individu qui vise à rendre la société responsable de tous ses maux. Si quelqu'un commet un crime ou un délit, qu'il commet un attentat terroriste, ce n'est pas de sa faute, mais c'est celle des autres, c'est celle de la société, qui l'ont amené à commettre ce forfait, si bien que certains assimilent désormais la criminalité à la pauvreté, une vision qui est d'autant plus insultante qu'elle n'est fallacieuse<sup>22</sup>. Les jeunes, dont la délinquance ne cesse d'augmenter<sup>23</sup>, sont souvent la cible de ces discours populistes qui cherchent à justifier « l'ensauvagement de la société<sup>24</sup> » par la détresse économique.

De manière analogue, l'échec scolaire de certains ne réside plus dans la paresse ou dans le manque de volonté, mais dans un manque de moyens alloués à l'éducation des plus démunis. Ce discours est d'autant plus nuisible qu'il n'est foncièrement mensonger. La France assure la gratuité des études pour les boursiers, ainsi que la quasi gratuité pour l'ensemble des étudiants, dans les établissements publics tels que les facultés, les classes préparatoires, et les instituts d'études politiques. Elle attribue aussi des bourses à différents échelons, par le biais du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS), pour s'adapter au mieux aux différents besoins. Ce même CROUS octroie également des logements aux loyers extrêmement réduits aux étudiants les plus démunis. Enfin, les aides personnalisées au logement (APL), doivent être évoquées, tant elles sont au bénéfice du plus grand nombre, qui peut même profiter d'une majoration dans les zones difficiles. Cette énumération n'est absolument pas exhaustive, tant les aides sont nombreuses et diverses, tant elles garantissent à chacun de ne pas subir sa condition sociale en souffrant le moins possible de difficultés

<sup>19</sup> Dans *Les Misérables* notamment, Victor HUGO s'attache à décrire la vie de pauvres gens dans Paris et la France provinciale du XIX<sup>e</sup> siècle, l'auteur s'attache plus particulièrement au destin du bagnard Jean VALJEAN qu'il dépeint comme le représentant de la justesse et de la bonté universelle. C'est un roman historique, social et philosophique dans lequel on retrouve les idéaux du romantisme et ceux de Victor HUGO concernant la nature humaine que les frères Goncourt n'ont pas manqué de critiquer en soulignant qu'il est « assez amusant de gagner deux cent mille francs [...] à s'apitoyer sur les misères du peuple ! »

<sup>20</sup> D'après les données de l'INSEE, le taux de pauvreté remonte en France depuis le début des années 2000. En 15 ans (de 2004 à 2019) le taux de pauvreté a progressé de 7 % à 8,2 % au seuil situé à 50 % du niveau de vie médian, et de 12,7 % à 14,5 % au seuil à 60 %. En considération du premier seuil, le nombre de pauvres a augmenté d'un million, de 4,1 à 5,1 millions. Plus significatif encore, en 2019, le taux de pauvreté a retrouvé son niveau de 1979, ce qui traduit un certain recul.

<sup>21</sup> En 2002, sort le film *L'Auberge Espagnole*, dans lequel Xavier part à la rencontre de l'Europe dans toute sa splendeur, au gré des rencontres et des désillusions, en se découvrant tout autant qu'il n'approfondit ses liens avec les autres. En 2021, la jeunesse de France est confinée, empêchée de vivre, avec des perspectives d'avenir sinistres. Le parallèle est troublant pour ne pas dire symptomatique d'un certain déclin.

<sup>22</sup> Certains font ainsi de la pauvreté le terreau fertile du terrorisme alors même qu'il est soutenu et financé par des organisations immensément riches tels que l'État islamique et Al-Qaïda. On peut soulever à cet égard, le cas d'Oussama BEN LADEN, le commanditaire des attentats du 11 septembre 2001, ayant frappé les tours jumelles à New-York, et qui descendait d'une des familles les plus riches de l'Arabie-Saoudite. Cela relativise bien l'idée selon laquelle ce serait la misère qui amène au crime.

<sup>23</sup> Une augmentation de 30 % à Paris, 60 % à Pontoise, 100 % à Bordeaux. Des chiffres révélés par « l'Obs » montrent une hausse très importante du nombre de mineurs déférés devant la justice entre 2017 et 2019.

<sup>24</sup> Selon la formule employée par Gérard DARMANIN, ministre de l'Intérieur, dans un entretien accordé au journal *Le Figaro* le 24 juillet 2020 : « Il faut stopper l'ensauvagement d'une partie de la société »

## Les jeunesses de France : constat d'échec et promesse d'espoir

financières, à la seule condition, non pas d'un succès, mais d'une simple présence régulière aux enseignements et examens. Les prestations sociales ne profitent pas à la seule jeunesse mais à l'ensemble de la population française, qui de ce point de vue, est extrêmement bien lotie par rapport à ses voisins et concurrents.<sup>25</sup>

La raison pour laquelle la jeunesse est principalement ciblée par ces discours est bien évidemment d'ordre démagogique tant son poids électoral est conséquent.<sup>26</sup> Toutefois, la précarité de certains étudiants, *a fortiori* dans ce contexte de crise sanitaire<sup>27</sup>, n'est pas à sous-estimer, tant leur souffrance est grande, tant ces derniers se sentent délaissés par le Gouvernement qui a difficilement su prendre la mesure de leur détresse.

Il convient, enfin, d'affirmer que si les jeunesses sont aussi fragmentées aujourd'hui, c'est aussi de la responsabilité de leurs aînés, qui ont eu vocation à déconstruire idéologiquement tout ce qui jadis rassemblait la nation française.

### 3. La déconstruction de la possibilité d'une union dépassant tout clivage

#### 3.1. De la déconstruction à la division, l'exemple du service militaire

La “*déconstruction*”, que certains associent à la “*destruction*”<sup>28</sup>, désigne une analyse critique des postulats, dogmes et idéologies, communément admis par chacun comme vrais. Cette notion est au centre du corpus postmoderne de théories philosophiques, littéraires et sociales que l'on appelle la “*French Theory*”<sup>29</sup>.

Académiquement, celle-ci est tout à fait souhaitable, car elle peut favoriser l'esprit critique et la formation d'une pensée nouvelle. Cependant, lorsqu'elle devient totalitaire, qu'elle tend à vouloir tout abolir, tout déconstruire, cette dernière devient éminemment problématique, *a fortiori* lorsqu'elle est utilisée à des fins politiques. La politique ayant pour but de rassembler les masses, de les fédérer, elle ne saurait devenir la source de la discorde, du conflit et de la division. Or, c'est exactement ce qu'il s'est produit au cours des dernières années. Encore une fois, le problème n'est certainement pas la critique, qui bien souvent permet d'améliorer les cadres existants, mais la volonté nihiliste d'abolir, sans rien vouloir proposer en retour, les fondements de la République<sup>30</sup>.

---

<sup>25</sup> Selon l'étude de l'OCDE publiée en novembre 2020, la France consacre 32% de son PIB aux dépenses publiques sociales. Un pourcentage qui n'aura de cesse de croître avec les fonds débloqués par l'Etat pour faire face à la crise sanitaire. Ce chiffre fait d'elle la championne du monde des dépenses publiques. Pour ce qui est chiffres bruts, selon l'INSEE, le montant des prestations sociales a atteint 742,1 milliards d'euros en 2018.

<sup>26</sup> Les 18-24 ans représentent 5,2 millions d'inscrits sur les listes électorales, ce qui n'est certes pas colossal par rapport aux 47,7 millions de français constituant le corps électoral, mais qui est suffisamment déterminant pour pouvoir changer le cours d'une élection.

<sup>27</sup> Nombreux sont en effet les étudiants qui, ayant perdu leur emploi, suite aux contraintes imposées aux entreprises par l'exécutif pour lutter contre la propagation de la COVID 19, se sont retrouvés à fouiller les poubelles, dans l'espoir d'y trouver quelques restes, ou à devoir faire la queue en nombre dans les centres de distribution alimentaire.

<sup>28</sup> « Tous les deux signifiaient dans ce contexte une opération portant sur la structure ou l'architecture traditionnelle des concepts fondateurs de l'ontologie ou de la métaphysique occidentale. Mais en français le terme « destruction » impliquait trop visiblement une annihilation, une réduction négative plus proche de la « démolition » nietzschéenne, peut-être, que de l'interprétation heideggerienne ou du type de lecture que je proposais. Je l'ai donc écarté. Je me rappelle avoir cherché si ce mot « déconstruction » (venu à moi de façon apparemment très spontanée) était bien français. » — Jacques DERRIDA, *Psyché. Invention de l'autre*, p. 338

<sup>29</sup> François CUSSET, *French Theory : FOUCAULT, DERRIDA, DELEUZE & cie et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis*, éd. La Découverte, Paris, 2003.

<sup>30</sup> Du latin “*Res Publica*” qui signifie la “*chose publique*”.

## Les jeunesses de France : constat d'échec et promesse d'espoir

L'armée fait partie de ces institutions traditionnelles qui ont été durement frappées par la déconstruction. La France est une nation, historiquement, très attachée à la préservation de sa puissance militaire. C'est ainsi de tous les pays celui qui a remporté le plus de batailles.<sup>31</sup>

La Révolution française de 1789, en abolissant la société d'ordre, a permis à tous les citoyens de pouvoir prendre les armes, qui deviennent même un symbole de liberté, pour défendre leur patrie. Le service militaire obligatoire est ainsi vite rentré dans les mœurs par la loi JOURDAN-DELBREL, du 5 septembre 1798, qui institue la « conscription universelle et obligatoire » de tous les Français âgés de 20 à 25 ans<sup>32</sup>.

Plus qu'une simple corvée visant à enrôler les jeunes Français, la conscription permettait de rassembler largement toute une classe d'âge sans aucune distinction sociale. Elle assurait ainsi une cohésion d'ensemble, nécessaire à toute nation, qui se doit d'avoir un solide ferment unificateur, susceptible de renforcer le sentiment d'appartenance à une même patrie. En 1997, lorsque le Président de la République, Jacques CHIRAC, prend la décision de professionnaliser les armées en suspendant le service national, le problème n'est pas tant la disparition du service militaire obligatoire que le vide instauré par cette suppression qui prive la nation française d'un de ses principaux biais d'harmonisation.

Le service national universel, mis en place par le Premier Ministre, Edouard PHILIPPE, à partir de 2019, pour succéder au service militaire, conformément aux engagements d'Emmanuel MACRON, doit donc être développé pour assurer à chacun la possibilité de servir le bien commun tout en tissant des liens avec d'autres jeunes de toute catégorie sociale.

### 3.2. La remise en question de la Nation

La nation, elle-même, est remise en question. Ernest RENAN la définissait comme suit : « Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. »<sup>33</sup>

L'Histoire étant de plus en plus débattue, de plus en plus démystifiée, elle tend de plus en plus à perdre en romantisme et à être réduite en un amas de faits contingents, de sorte que de moins en moins de jeunes personnes se sentent appartenir à ce passé commun. Ce qui crée un important repli communautaire aboutissant à ce que Jérôme FOURQUET dénomme « l'Archipel français ».<sup>34</sup>

La volonté de vivre ensemble, de consentir à un destin commun, est de plus en plus battue en brèche par le communautarisme, mais aussi par la résurgence de la lutte des classes<sup>35</sup> au sein de la société française, entre d'une part les gagnants de la mondialisation vivant dans les grandes métropoles urbaines telles que Paris,

<sup>31</sup> Il y a eu 53 conflits majeurs en Europe. La France a été un belligérant dans 49 d'entre eux. Parmi les 185 batailles que la France a livrées au cours des 800 dernières années, ses armées ont en remportées 132, en en concédant 43, ne laissant que 10 batailles indécises.

<sup>32</sup> "Tout Français est soldat et se doit à la défense de la patrie." Article 1er de la loi JOURDAN-DELBREL

<sup>33</sup> Le 11 mars 1882, lors d'une conférence à la Sorbonne, c'est par ces mots que Ernest RENAN tentait de donner une réponse à la question suivante : "Qu'est-ce qu'une nation ?"

<sup>34</sup> *L'Archipel français : Naissance d'une nation multiple et divisée*, Jérôme FOURQUET

<sup>35</sup> *Les Luttes de classes en France au XXIe siècle*, Emmanuel TODD



## Les jeunesses de France : constat d'échec et promesse d'espoir

Bordeaux ou Lille, et les perdants de cette dernière, d'autre part, qui habitent au sein des territoires les moins intégrés à ce processus d'ensemble et qui ont été très nombreux à rejoindre le mouvement des Gilets Jaunes.

L'apparition d'une classe transnationale contribue aussi à cette désagrégation de la citoyenneté<sup>36</sup> qui suppose, ontologiquement, l'appartenance à un seul et unique territoire. L'économiste Jacques ATTALI parle même d'une "hyperclasse"<sup>37</sup>, qui coupée du reste de la population, n'entend servir que ses propres intérêts. Celle-ci ne fait, en vérité, que traduire une tendance nuisible qui frappe l'ensemble de la société française -y compris la jeunesse- : l'individualisme excessif. Plutôt que de vouloir contribuer à quelque chose de plus grand, chacun se contente de plus en plus de sa seule existence, quitte à nuire au bien commun, de sorte que le concept même de rassemblement, dépassant tout clivage, devient inaudible et inopérant dans le climat actuel délétère.

Toutefois, cet individualisme, lorsqu'il est modéré, peut également être extrêmement bénéfique, car c'est en profitant au mieux de ce que chacun peut lui apporter de meilleur que la communauté nationale se trouvera grandie. L'individu ayant les possibilités de choisir ce qui lui est favorable, il peut participer au rétablissement d'une même communion des destinées<sup>38</sup>.

---

<sup>36</sup> Du latin *civitas*, signifiant : droit de cité, droit d'un habitant d'un pays, ce qui suppose nécessairement des frontières.

<sup>37</sup> <https://www.attali.com/societe/la-societe-tetraplegique/>

<sup>38</sup> On peut rattacher cette idée à celle développée par le sociologue Edgar MORIN : « Ressentir plus que jamais la communauté de destins de toute l'humanité »

# L'émancipation par toutes les formes de méritocratie

## I- Un potentiel d'épanouissement inhérent à l'être humain

*La liberté, seule valeur impérissable de l'histoire.*

Albert CAMUS

*La liberté n'est qu'une chance d'être meilleur.*

Albert CAMUS

### 1. Rejet du fatalisme

*Vivre sans espoir, c'est cesser de vivre.*

Fédor DOSTOÏEVSKI

La première partie de ce rapport s'est attachée à reconnaître un certain déterminisme du jeune individu, dû notamment à son cadre familial, social voire géographique. Ainsi, les jeunes, en fonction de leur héritage, de leurs rencontres, dessinent des trajectoires de vie différentes. Si ces facteurs externes déterminent une certaine évolution, il ne s'agit absolument pas de soustraire aux jeunesses toute capacité d'épanouissement personnel, toute aptitude à influencer son avenir. Le fatalisme est indubitablement à proscrire.

Selon la doctrine fataliste, l'existence humaine en particulier suivrait une marche inéluctable, où le cours des événements échapperait à la volonté humaine. La notion de fatalisme nie donc la liberté de choix de l'homme. Or, le déterminisme ne nie pas entièrement cette liberté. Il désigne la détermination conditionnelle des événements en vertu du principe de causalité, qui implique que le conséquent se produira nécessairement dès lors que son antécédent est effectif. Selon ce principe, si la cause se réalise alors l'effet se réalisera également. Ainsi, le déterminisme laisse subsister tant la possibilité d'un pouvoir de l'action car le conséquent n'est nécessaire que si l'antécédent l'est également : en empêchant la réalisation de celui-ci, il est possible d'empêcher la réalisation de celui-là. C'est pourquoi NIETZSCHE disait que la liberté était de savoir danser dans ses chaînes.

Le déterminisme n'efface pas la liberté humaine mais la fonde. Par conséquent, la liberté se révèle dans un effort permanent de l'homme à donner sens aux différentes situations auxquelles son existence le confronte. Au total, la liberté n'est liberté que dans une situation donnée. Elle n'est jamais définitive mais en perpétuelle construction, dans l'effort que fait l'individu pour créer, se créer, accomplir et s'accomplir.

Ainsi, être libre n'équivaut pas à s'affranchir de tout, mais implique aussi une part d'accepter ce qui ne dépend pas de nous, pour reprendre une expression stoïcienne. Acceptation qui ne doit pas être stérile mais doit préparer le terreau de l'action. La liberté, SPINOZA le montre dans *l'Ethique*, revient à devenir la cause de l'effet que l'on souhaite produire.

Ainsi la liberté est la capacité de créer les effets qui nous permettent de devenir ce que nous sommes, ce que nous seuls savons faire. Parler d'accomplissement de soi implique l'être humain "n'est ni une page blanche, ni un bloc d'argile ou de pâte à modeler"<sup>39</sup>.

## 2. De la responsabilité dans la liberté

*Tout ce qui augmente la liberté augmente la responsabilité.*

Victor HUGO

*Être homme, c'est précisément être responsable.*

Antoine DE SAINT-EXUPÉRY

Maurice BLONDEL définit la responsabilité comme "*la solidarité de la personne humaine avec ses actes, conditions préalables de toute obligation réelle ou juridique*"<sup>40</sup>. Le concept de responsabilité<sup>41</sup> tend à être associé à des notions telles que celles d'engagement, de devoir et d'obligation. Il s'opposerait donc à celui de liberté. Pourtant, la responsabilité exige un engagement personnel car elle révèle la capacité à prendre une décision sans en référer à une autorité supérieure. Par conséquent, la notion de responsabilité porte en elle-même aussi celle de liberté.

Une des conséquences est que la liberté engage l'individu à assumer ses actes. Il y a une responsabilité dans la liberté. Sans ce degré de responsabilité, tout serait permis et aucune dignité ne pourrait être accordée à l'individu, ce qui est à proscrire.

La responsabilité est le moyen par lequel les jeunes individus affirment et confirment leur liberté. Ainsi, la responsabilité ne doit pas être conçue comme un fardeau mais bien comme l'affirmation d'une singularité humaine. Par là même s'exprime la considération envers soi-même et envers les autres.

*A contrario*, le fait de ne pas s'estimer libre, empêche la prise d'initiative, contredit l'engagement individuel, réduit les initiatives. Considérer que la jeunesse n'a pas de responsabilité du fait de son âge serait réducteur, stérile voire grave. De fait, une telle considération impliquerait un manque d'estime de la jeunesse, un manque de reconnaissance de ses capacités. Il s'agit donc de revaloriser le regard porté sur la jeunesse, pour faciliter et mieux accepter son engagement afin qu'à leur tour, les jeunes puissent se reconnaître responsables, donc libres, donc capables de réaliser leur potentiel. Ce regard est essentiel pour leur permettre d'accomplir leur puissance propre, leur *conatus* pour reprendre une terminologie spinozienne.

## 3. Des difficultés différenciées à atteindre cet épanouissement et cette liberté en fonction de la satisfaction des besoins

Cependant, il ne s'agit guère de nier les différences individuelles qui existent entre les chemins de la liberté. L'environnement personnel mais aussi, plus intrinsèquement et précisément, les besoins de chacun ont des conséquences sur la facilité à atteindre une certaine liberté. Abraham MASLOW, psychologue américain

---

<sup>39</sup> Abraham MASLOW - *Être humain*

<sup>40</sup> *Vocabulaire critique et technique de la philosophie* - LALANDE

<sup>41</sup> On distingue généralement deux types de responsabilité : la responsabilité juridique et la responsabilité éthique. Il est à noter que le concept latin *respondere* (répondre de, répondre à), contient ces deux aspects. Tandis que la première dimension qu'introduit le « répondre de » correspond à la dimension juridique de la responsabilité en tant qu'elle requiert des individus qu'ils répondent de leurs actes, le « répondre à » (quelqu'un) introduit un rapport et une responsabilité envers autrui.

## Les jeunes de France : constat d'échec et promesse d'espoir

du XX<sup>ème</sup> siècle, l'a parfaitement théorisé dans sa théorie de la motivation qui fut ensuite schématisée sous forme de pyramide des besoins. Le besoin d'épanouissement personnel, qui offre au jeune individu le plus haut degré de liberté auquel il peut prétendre, ne peut être recherché si des besoins ne sont satisfaits.

Cette hiérarchie commence avec les besoins les plus concrets, les besoins physiologiques. Ce sont par exemple le fait de se nourrir, de boire ou encore de dormir. Ces besoins sont les plus essentiels des besoins car si un jeune ne répond plus à l'un d'entre eux, il aura comme priorité d'y répondre à nouveau, au détriment de tous les autres besoins.

Seulement lorsque ces besoins sont satisfaits, le jeune individu peut se préoccuper de son besoin de sécurité qui regroupe par exemple la sécurité des ressources, de la santé, de la famille ou encore de l'emploi. Il s'agit de s'assurer, par ce besoin, que l'environnement est sûr. On comprend donc qu'en fonction de la situation familiale, de l'entourage, par exemple, ces besoins varient considérablement. Les environnements favorables à susciter de la crainte ou du stress tendent également à mettre à mal la satisfaction de ce besoin.

Vient ensuite le besoin d'amour et d'appartenance qui correspond au besoin de l'individu de se sentir inclus dans un groupe, familial ou amical par exemple. Ce besoin englobe aussi le fait de se sentir aimé et de ressentir de l'amour envers les autres. A cet égard, de nombreuses études scientifiques témoignent des bénéfices sur la santé et le bien-être des liens sociaux et des conséquences délétères du sentiment d'isolement.

Lorsque ces besoins sont satisfaits, l'individu cherche à répondre au besoin d'estime qui comprend le fait d'avoir confiance en soi, de se sentir bien dans sa peau, d'avoir confiance en soi mais aussi de se sentir reconnu par les autres, de sentir que les réalisations personnelles sont valorisées par les autres. L'absence de réalisation de ce besoin est à l'origine de sentiments d'infériorité.

Enfin, apparaît le besoin de réalisation de soi qui consiste à s'épanouir, à avoir le sentiment de vivre à la hauteur de son potentiel. Contrairement à la plupart des autres besoins, celui-ci se caractérise par sa grande variété. Il semble, en effet, prendre une forme différente chez chacun.

Il est important de reconnaître le caractère fluctuant de cette hiérarchie. En fonction des idiosyncrasies et des singularités de l'environnement, l'ordre peut différer dans une certaine mesure. Toutefois, il exprime globalement la logique des besoins humains. Comprendre cette logique est crucial pour saisir le sens des comportements de chacun. Indubitablement, un individu ayant satisfait tous ces besoins sera bien plus susceptible de devenir le meilleur de lui-même, de s'accomplir. Cette explication des besoins individuels permet de souligner les degrés divers de difficultés à s'épanouir et de mettre en exergue qu'à un instant donné, les individus ne sont pas tous égaux quant à la possibilité de réalisation de soi. Cela d'autant plus que, comme le souligne la hiérarchie des besoins, leur satisfaction ne dépend pas que de l'individu en question mais beaucoup de l'environnement (disponibilité de nourriture par exemple) ou encore des autres (estime, valeur accordée par son entourage à un individu, par exemple).

En revanche, l'intérêt de cette hiérarchie réside aussi dans son universalité. Si tout jeune doit répondre à ses besoins physiologiques, chacun a, intrinsèquement, en tant qu'être humain, un potentiel d'épanouissement, de réalisation de soi dont son environnement, aussi bien que lui-même, peuvent favoriser la réalisation. C'est pourquoi, en dépit de tous ces besoins, de tous ces liens, "il faut imaginer Sisyphe heureux<sup>42</sup>".

---

<sup>42</sup> *Le mythe de Sisyphe*, Albert CAMUS

#### 4. L'importance toute particulière de l'âge de la jeunesse dans ce processus d'épanouissement

*La jeunesse est le sourire de l'avenir devant un inconnu qui est lui-même.*

Victor HUGO

La jeunesse, par définition, est une période de construction, d'inachevé, d'entre deux. Or, la réalisation de soi est une tendance fondamentale de l'être humain qui fait référence à la capacité de progresser vers la croissance personnelle ou vers la progression vers un état final considéré idéal par la personne. En ce sens, une personne se considère comme réalisée lorsqu'elle parvient à atteindre ses objectifs, à devenir fière et satisfaite de sa portée. Ce potentiel d'épanouissement est présent en chacun, nécessite d'être reconnu et mérite d'être accompli.

La jeunesse est un moment particulièrement fondateur dans la vie d'un individu, est une période où se préfigurent, voire se figurent, une partie conséquente du chemin à venir, de l'individus à advenir, du degré de liberté et d'épanouissement dont il bénéficiera et, par-là même, du degré de liberté de la société.

La jeunesse, période encore incertaine et pourtant fondamentale de la vie d'un individu, est l'âge de la construction. Les manques rencontrés dans cette période peuvent représenter des vulnérabilités par la suite. Les épreuves remportées avec succès peuvent devenir des forces conservées pour la poursuite du chemin de vie.

La jeunesse est également un pilier de la société. Elle reflète la santé d'un pays et en prédit son avenir. Il est donc primordial de lui assurer la possibilité d'exprimer son potentiel, dans un cadre sécurisé, valorisant et méritocratique. En cela, la méritocratie n'est pas uniquement le cadre qui permet de révéler le potentiel individuel mais est aussi la révélation elle-même de ce potentiel.

La crise de la Covid-19 a profondément affecté les jeunesses françaises. Le nombre d'étudiants en dépression, en difficulté psychologique et scolaire a explosé. Les perspectives semblent s'être drastiquement réduites pour la plupart des jeunes. Face à un avenir incertain, perçu comme morose voire lugubre, le potentiel d'épanouissement de nos jeunesses est mis à mal. Il est désormais essentiel de mieux prendre en compte ce désœuvrement pour reconstruire le pays suite à la crise.

## II- L'époque, notamment en France, favorise l'accès à de nombreuses ressources tout en laissant l'individu libre de ses choix

*La culture, c'est la mémoire du peuple,  
La conscience collective de la continuité historique,  
Le mode de penser et de vivre.*

Milan KUNDERA

## 1. Un accès aux ressources de la culture facilité mais encore inégal

*La culture, c'est la rencontre entre un individu et une œuvre.*

Édouard PHILIPPE

France et culture ne font qu'un. Au cours de son histoire, les pratiques culturelles françaises ont été source d'inspiration, de modèle, d'exemple partout dans le monde. Gastronomie, Beaux-Arts, littérature, cinéma, architecture... tant de domaines qui sont à l'origine du rayonnement culturel de notre pays.

La culture est le dénominateur commun d'une Nation. En France plus encore, de par son Histoire. Elle participe activement à la construction de notre personne. La culture nous permet de prendre du recul, de développer des idées nouvelles, de mieux comprendre ce qui nous entoure. Nous entretenons aujourd'hui le noble héritage de « l'art de vivre à la française ». Cependant, depuis quelques décennies, notre équilibre culturel semble se dérégler. Une fracture est apparue, et frappe tout particulièrement les jeunes générations. Reconstituer ce lien perdu entre jeunesse et culture doit être une priorité absolue pour la pérennisation de notre identité.

### *1.1. Un accès facilité qui permet à la jeunesse un contact direct à la culture*

Il ne fait aucun doute qu'aujourd'hui plus que jamais, l'accès à la culture est simplifié. Les voies sont multiples et les contenus nombreux. La digitalisation et la révolution numérique, notamment avec la démocratisation d'internet au début des années 2000, ont permis aux individus d'accéder de façon libre et égale à un nombre de ressources infini. Nous reviendrons plus tard sur les moyens et les innovations qu'offrent les nouvelles technologies dans le cadre du développement culturel.

Des initiatives importantes ont été prises ces dernières années, comme par exemple la mission « Loto du Patrimoine » conduite depuis 2018 par Stéphane BERN qui a pour mission d'assurer l'entretien de monuments en péril sur l'ensemble du territoire français. Concernant les jeunes plus particulièrement, le pass Culture, dispositif s'inspirant du "bonus cultura" de notre voisin italien délivre une enveloppe de 300€ à tout jeune âgé de 18 ans, à utiliser sur une période de 24 mois. Après un lancement difficile, le dispositif a bien plus séduit l'année passée avec 138 000 comptes activés<sup>43</sup>. Cette initiative est un grand pas en avant, une main tendue vers la jeunesse afin de reconstruire ce lien devenu hétéroclite avec la culture. Sa généralisation à l'ensemble du territoire permet de répondre à une demande en croissance et favoriser l'accès au plus grand nombre à la culture dans un contexte de précarité étudiante due à la crise sanitaire.

Concernant le contenu du pass Culture, les offres sont multiples mais semblent ne pas correspondre aux attentes réelles des jeunes. Lorsqu'on regarde de plus près les dépenses, on remarque qu'une grosse part des fonds servent à l'achat de livre classique (dans le cadre scolaire donc) et à un abonnement sur une plateforme de streaming musical (à 75% Deezer). Or, comme défini, les objectifs de ce pass et de la politique culturelle en général sont de sensibiliser et d'initier les jeunes à la culture. En tant que tel, le pass n'est qu'un appui financier et ne remplit en rien ce rôle d'accompagnateur vers de nouvelles pratiques culturelles.

Il est nécessaire de prendre en compte le changement de consommation des jeunes générations afin de leur proposer des offres qui les intéressent réellement. Bien qu'il soit important de proposer un maximum de biens et d'événements physiques, les jeunes consomment aujourd'hui bien plus de produits dématérialisés<sup>44</sup> :

<sup>43</sup> Chiffres du ministère de la Culture, février 2021.

<sup>44</sup> HADOPI (ex-Arcom), septembre 2018

## Les jeunes de France : constat d'échec et promesse d'espoir

plateforme de vidéo à la demande, télévision, streaming musical... Il convient donc de mettre à la disposition de ces jeunes davantage d'outils numériques. On peut par exemple proposer des certifications de cours en ligne (MOOC, voir partie 2.B) normalement payante à titre gratuit grâce au pass Culture. Nous pouvons également imaginer la promotion de plateformes telles que "Cinetek" donnant accès à 10 films "anciens" par mois sélectionnés autour d'une thématique mais comprenant également une vidéothèque bien fournie. Ces solutions lient nouveau mode de consommation et culture cinématographique classique.

Le plus important est donc d'inciter les acteurs culturels à souscrire et participer au projet du pass Culture. Le modèle actuel où les institutions doivent elle-même faire les démarches nécessaires afin d'être intégrées dans le catalogue d'offres ne correspond pas. C'est au ministère de la Culture d'aller vers les acteurs culturels et leur soumettre la proposition de collaborer. En somme, des progrès concernant le contenu du pass sont envisageables pour s'adapter à la demande réelle des jeunes générations.

Il est également important de souligner la décision d'accompagner les nouvelles générations dans leur rapport à la culture par l'éducation. L'un des facteurs du décrochage culturel des jeunes est le manque d'initiation et d'accompagnement qui facilite la compréhension et l'appréciation de l'art et la culture. Le parcours d'éducation artistique et culturelle (PEAC), l'outil sur lequel souhaite s'appuyer la ministre de la Culture, pourrait délivrer un apprentissage général des fondamentaux qui construisent le spectateur ou l'artiste de demain. Le déploiement du pass Culture sur l'ensemble du territoire est donc une priorité, et des possibilités d'extension à d'autres catégories d'âge pourraient être envisagées si le bilan s'avérait être positif dans les mois / années qui viennent.

D'un point de vue général, il est rassurant de voir le budget du ministère de la Culture en hausse de 4.8% en 2021<sup>45</sup> en plus de l'allocation d'un montant de 2 milliards d'euros dans le plan de relance 2020-2022<sup>46</sup>. Les objectifs sont multiples : plan de relance pour soutenir le patrimoine, revalorisation des métiers artistiques, reconquête du modèle de création et de diffusion artistique, modernisation des filières culturelles...

### 1.2. Des inégalités sociales et territoriales existantes

Le monde de la culture a lourdement été touché par cette crise sanitaire<sup>47</sup>. Il est important de s'appuyer sur cette dernière en la transformant en opportunité de modernisation du secteur, notamment en réduisant cette "fracture culturelle" avec la jeunesse, entre Paris et province, urbanité et ruralité.

Nous l'avons vu, l'accès à la culture est facilité de façon générale grâce aux outils numériques et aux différentes initiatives gouvernementales. Cependant, malgré les nombreuses innovations et efforts fournis, des inégalités sociales et territoriales subsistent.

Un jeune ne se sent plus à sa place dans un musée, un théâtre ou une bibliothèque. Ces lieux relèvent du "sacré" pour certains, et par conséquent leur semblent impénétrables. "*Les bibliothèques sont trop souvent réservées à ceux qui y sont déjà entrés*"<sup>48</sup>. Cette autocensure est une occasion ratée pour les jeunes générations qui s'empêchent l'accès à de nombreuses ressources. Les sorties culturelles dans le cadre scolaire sont nécessaires mais insuffisantes. L'éducation à la culture, c'est apprendre à devenir un spectateur critique, à consommer l'art, à en comprendre le rôle et les enjeux. Le PEAC représente une réponse à ce manque, c'est-

<sup>45</sup> Ministère de la Culture, passant de 3,658 Mds€ en 2020 à 3,818 Mds€ en 2021, septembre 2020

<sup>46</sup> Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance, mars 2021

<sup>47</sup> Perte de 22,3 Mds€ en 2020, ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance, mars 2021

<sup>48</sup> *Des hommes qui lisent*, Édouard PHILIPPE, 2017

## Les jeunes de France : constat d'échec et promesse d'espoir

à-dire créer une réelle éducation à l'art et la culture. Cependant, cette éducation ne doit pas se limiter au cadre scolaire uniquement. C'est aussi le rôle des parents de transmettre aux jeunes générations un "art de vivre". C'est à eux d'éveiller la curiosité, de délivrer cette soif de l'apprentissage à leurs enfants.

Malheureusement, les disparités entre les familles sont nombreuses. Certains grandissent entourés de livres et/ou ont un parent travaillant dans le secteur culturel, comme c'est le cas de 2,5% de la population active en France<sup>49</sup>. D'autres sont isolés, ignorants parfois même toutes les options mises à leur disposition.

La culture est parfois ciblée comme étant réservée à une élite intellectuelle. Certains jeunes vivant en faubourgs ou en province ne se sentent pas systématiquement concernés par les initiatives culturelles gouvernementales.

C'est ici que l'État doit intervenir. Si la culture est la rencontre entre un individu et une œuvre<sup>50</sup>, alors le rôle de la politique culturelle est de créer cette rencontre. L'État doit incarner ce trait d'union. Sa mission principale est de permettre à tous, et partout, d'en bénéficier.

Les inégalités territoriales demeurent encore trop importantes. Des initiatives ont été lancées, mais ne suffisent pas à combler ce gap. On peut citer par exemple le plan "La Culture près de chez vous", proposition de l'ancienne ministre de la Culture Françoise NYSSSEN en 2018. Cependant, à l'aune sanitaire, les priorités du gouvernement ont changé. Comme cité plus haut, la restauration du patrimoine, l'augmentation du budget attribué au "programme Presse et Médias" et au "programme transmission du savoir et démocratisation de la Culture" représentent une grande partie du budget total alloué à la culture. Il va de soi que l'ensemble de ces programmes participe grandement à la préservation de notre patrimoine culturel, matériel ou immatériel.

Seulement, il ne faut pas oublier de poursuivre les efforts de décentralisation de la culture. La construction du centre AVERROES à Bondy va dans ce sens : amener la culture là où il n'y en a pas.

"Paris responsable de tout" disait en conférence de presse le président de la République en évoquant le thème de la culture, et les chiffres le démontrent. En moyenne, le ministère de la Culture dépense 139€ par habitant et par an pour les citoyens vivant en Île de France. C'est près de 10x moins pour les citoyens en province, avec en moyenne une dépense de 15€ par habitant et par an<sup>51</sup>. Cette inégalité s'est certes réduite au cours de ces dernières années, mais reste bien trop importante pour ne pas être considérée comme une priorité.

La culture est présente partout sur le territoire français, sans exception. 50% de notre patrimoine est rassemblé dans des villes de moins de 2000 habitants<sup>52</sup>. Les possibilités de décentralisation de la culture sont donc nombreuses et ne demandent qu'à être saisies.

Le diagnostic réalisé lors du lancement du plan "Culture près de chez vous" identifie parfaitement les besoins des citoyens des territoires reculés, notamment en mettant en exergue 86 "bassins de vie prioritaire en termes d'équipements culturels" dans lesquels une action est urgente<sup>53</sup>.

---

<sup>49</sup> Les chiffres clés de la culture et de la communication, ministère de la Culture, 2020

<sup>50</sup> Voir la citation d'Édouard PHILIPPE en tête du paragraphe, 2017

<sup>51</sup> Chiffres du ministère de la Culture, 2019

<sup>52</sup> Aurore Bergé sur Europe 1, le 17 février 2020

<sup>53</sup> Plan "Culture près de chez vous", Françoise Nyssen, 2018



## Les jeunesses de France : constat d'échec et promesse d'espoir

Des solutions pour répondre à ces disparités territoriales ont même été formulées : le développement des opérations hors-les-murs avec une circulation des artistes dans l'ensemble du territoire français, développement des micro-musées itinérants, mise en place de transports en commun reliant les zones éloignées aux équipements culturels...

Des initiatives innovantes, comme la "Politique de la lecture" d'Édouard PHILIPPE dans sa ville du Havre, ont également été mises en place et répondent à la problématique d'exporter la culture là où elle est absente.

Résoudre ces inégalités doit être une priorité, et doit mettre au centre de sa stratégie la jeunesse en garantissant un accès libre et égal à tous. Pour cela, tous les leviers politiques et économiques doivent être mobilisés afin d'unir à nouveau culture et jeunesse.

## 2. Le rôle et les solutions que proposent la digitalisation et la révolution numérique

*Those who are crazy enough to think they can change the world usually do*<sup>54</sup>

Steve JOBS

La maîtrise des nouvelles technologies apparaît comme un enjeu majeur dans un monde global permettant à la fois de tirer profit des opportunités qu'offre la digitalisation en l'abolition des distances et de nouvelles possibilités de communication. Pour cela il est essentiel, de développer les outils et conditions permettant à la fois de susciter et maintenir l'intérêt des étudiants en professionnalisant le domaine tout et évitant et palliant les principaux travers auxquels expose la technologie en termes d'addiction de perte de concentration que peuvent engendrer les réseaux sociaux et les dangers de leur apparente horizontalité en terme de diffusion d'idées. Enfin, afin de pouvoir exploiter le potentiel et préparer les jeunes d'aujourd'hui à tirer profit des opportunités professionnelles des nouvelles technologies, il convient d'étendre l'apprentissage du code et des systèmes d'informations à l'ensemble d'une classe d'âge.

### 2.1. La maîtrise des nouvelles technologies comme un enjeu majeur dans un monde global

L'époque est propice aux possibilités d'apprentissage en ligne à travers le développement des MOOC, TED, Formations à distance ou plus récemment des possibilités de travailler en ligne (la généralisation du travail à distance) et webinaires. En effet la rapide pénétration du *e-learning* et l'augmentation des MOOC en volume, démontre à la fois un appétit de d'acquisition de connaissances de la part du grand public et la volonté du milieu universitaire d'utiliser les nouvelles technologies et la pénétration du marché internet comme moyen de diffusion et de démocratisation du savoir auprès du large public.

Les webinaires sur les thèmes précis organisés par les universités, les entreprises, les fondations ou organisations à but non lucratif permettent d'accueillir les personnes diverses autour de sujets précis et permettent une couverture et possibilité d'échanges inimaginable il y a quelques décennies.

Plus récemment, pendant la crise du COVID, l'accès aux nouvelles technologies a permis de maintenir l'accès aux classes et à l'éducation pendant les périodes de fermeture d'écoles sur une période d'au moins dix

---

<sup>54</sup> "Ceux qui sont assez fous pour penser qu'ils peuvent changer le monde souvent le font" (trad. auteurs)

## Les jeunes de France : constat d'échec et promesse d'espoir

semaines dans la plupart des pays de l'OCDE<sup>55</sup>, treize semaines en France et quatorze en moyenne dans les autres pays.

Néanmoins le constat en France est mitigé en raison de la faible préparation des élèves et des professeurs aux cours en ligne et à l'utilisation du numérique dans l'enseignement. En effet, en 2018, seuls 36 % des enseignants français déclarent inviter leurs élèves à utiliser les TIC pour des projets ou des travaux en classe, contre 53 % pour la moyenne des pays de l'OCDE<sup>56</sup>. « Malgré cela, on s'en est globalement bien sorti, il y a eu du volontarisme, de la résilience », a estimé auprès de l'AFP Éric CHARBONNIER, expert éducation de l'OCDE, soulignant néanmoins que des efforts supplémentaires doivent être faits afin d'accroître le poids du numérique dans l'enseignement.

En effet, toujours dans l'étude de l'OCDE dédiée à l'impact du COVID sur l'éducation, HANUSHEK et WOESSMAN ont estimé que cette perte, environ un tiers de l'année scolaire, et la perte de compétences à long terme pour les populations les plus fragilisées allait se traduire par un manque à gagner de 1,5% sur le PIB de l'OCDE dans les années à venir (XXI<sup>ème</sup> siècle) soit 65% sur une année de PIB en valeur actualisée.

De plus, bien que l'accès aux technologies est d'apparence facile, les études de l'OCDE montrent que le clivage social et les inégalités d'accès à l'éducation ont été renforcées par la crise. D'autres études montrent quant à elle le faible "taux de rétention" des élèves par les MOOC ceci principalement en raison de leur manque d'interactivité et de suivi personnalisé des participants.

Ainsi comme dans beaucoup d'autres domaines la crise du COVID a été un révélateur des inégalités et incohérences inhérentes à notre système d'éducation dont l'accès à une connexion HD, l'équipement numérique des familles ainsi que leur possibilité d'offrir un environnement stable et adapté à l'apprentissage et l'environnement.

Il ressort des précédentes analyses et enseignements de la crise que si l'utilisation du digital dans l'apprentissage est une formidable outil de décloisonnement des individus et de connexion de catégories entières qui ne peut cependant pas faire l'économie des réformes et efforts nécessaires imposés également à l'enseignement physique (interaction, ciblage des besoins spécifiques des élèves et étudiants) doit intégrer et répondre à un certain nombre de contraintes afin de pouvoir exploiter le potentiel qu'offre l'outil technologique. Il en ressort une nécessité de professionnalisation pour pouvoir offrir un enseignement véritablement hybride intégrant des éléments d'interactivité et faisant recours au potentiel de l'IA.

### *2.2. Les dangers d'une technologie trop peu encadrée : les réseaux sociaux*

Depuis le début des années 2000, un phénomène est venu réinventer la communication que l'on connaît tous aujourd'hui : l'émergence des réseaux sociaux. Si à l'origine ces derniers ont été conçus afin de relier les jeunes étudiants à travers le monde, leur utilisation a bien évolué depuis.

Les réseaux sociaux permettent de rester informés, d'échanger avec sa famille et ses amis, de se divertir, de débattre, d'apprendre... Ils sont devenus des éléments centraux de notre quotidien, plus encore à l'aune de la crise sanitaire où les activités étaient limitées. Les chiffres le prouvent : en moyenne, un Français est resté 1h36 par jour sur les réseaux sociaux en 2020<sup>57</sup>. Ce chiffre est encore plus important chez les jeunes

<sup>55</sup><https://www.oecd.org/education/the-impact-of-covid-19-on-education-insights-education-at-a-glance-2020.pdf>

<sup>56</sup>[https://www.lepoint.fr/education/le-triste-bilan-scolaire-du-confinement-a-la-francaise-08-09-2020-2390921\\_3584.php](https://www.lepoint.fr/education/le-triste-bilan-scolaire-du-confinement-a-la-francaise-08-09-2020-2390921_3584.php)

<sup>57</sup> Statista, Global Web Index, "Où passe-t-on le plus de temps sur les réseaux sociaux ?", étude menée sur 676 000 utilisateurs d'internet âgés de 16 à 64 ans dans 46 pays. Décembre 2020

## Les jeunesses de France : constat d'échec et promesse d'espoir

où la consommation explose : 3h14 en moyenne par jour début 2020 avant le premier confinement<sup>58</sup>. On peut facilement penser que le chiffre a encore explosé davantage depuis.

Si le concept initial était de relier de petites universités américaines entre-elles afin de faire des rencontres, les réseaux sociaux se sont aujourd'hui transformés en une arme puissante aux pouvoirs démultipliés pouvant influencer des campagnes présidentielles<sup>59</sup> ou censurer le président de la plus grande puissance mondiale encore en exercice à ce moment-là<sup>60</sup>.

L'utilisation trop importante (voire vitale) pour certains jeunes de ces plateformes représente une forte menace pour leur équilibre personnel mais aussi pour notre équilibre démocratique dans un futur plus ou moins proche.

Du côté personnel, l'utilisation excessive des réseaux sociaux (et du smartphone en général) est menaçante en plusieurs points<sup>61</sup> : développement du cerveau et apprentissage des fondamentaux ralentis, capacité de concentration moindre, bien-être, équilibre, santé et comportements de l'enfant affectés. À se comparer sans cesse aux multiples stars et "influenceurs", les jeunes se forgent une idée chimérique de la vie faisant apparaître des complexes n'existant pas et affectant indirectement leur santé mentale<sup>62</sup>.

Les réseaux sociaux sont également nocifs pour l'équilibre démocratique. Depuis la campagne présidentielle de 2016 aux États-Unis, le terme de "Fake News" revient sans cesse dans les bouches des politiques, tous territoires confondus. En effet, certains médias indépendants et certains groupuscules extrémistes partagent des idées qui se répandent parfois au plus grand nombre par la force de l'algorithme. Ce dernier est l'une des plus grandes menaces tant son pouvoir est considérable. À l'origine, il a été conçu à des fins marketing afin de booster les ventes de produits et augmenter le temps passé sur la plateforme par l'utilisateur en lui proposant du contenu similaire à celui qu'il aime. Aujourd'hui, il est parfois facteur de séparatisme idéologique voire de radicalisation. De plus en plus de personnes ne s'informent que par l'intermédiaire de groupes sur les réseaux sociaux, partageant des informations peu souvent sourcées, car une fracture de confiance avec les grands groupes de presse et les chaînes de télévision s'est formée. De plus, certaines nouvelles technologies comme le "Deep Fake" représentent un danger réel par effet domino et peuvent renforcer ce sentiment de méfiance chez certains groupes de personnes non averties.

C'est pour cela qu'un travail de sensibilisation et d'éducation à l'utilisation, au rôle et aux enjeux des réseaux sociaux est nécessaire. Les jeunes générations grandissent avec un téléphone en bout de main<sup>63</sup> et peuvent dès lors être confrontées à du contenu dangereux. Dès le collège, des séminaires de sensibilisation devraient au minimum être obligatoires présentant aux élèves toutes les opportunités mais également toutes les menaces que peuvent incarner ce type de plateforme.

---

<sup>58</sup> Institut Médiamétrie sur une population âgée de 15 à 34 ans, février 2020

<sup>59</sup> Scandale Cambridge Analytica, 2016

<sup>60</sup> Twitter, Facebook, Snapchat, Instagram, Twitch... ont suspendu les comptes de l'ancien président des États-Unis, Donald TRUMP, en début d'année 2020.

<sup>61</sup> D'après [drogue.gouv.fr](http://drogue.gouv.fr), site du gouvernement dans le cadre de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les comportements addictifs, août 2018

<sup>62</sup> Education Policy Institute, 2017

<sup>63</sup> 93% des 12-17 ans possédaient un téléphone portable en 2016, d'après [drogues.gouv.fr](http://drogues.gouv.fr)

## Les jeunesses de France : constat d'échec et promesse d'espoir

Cependant, il ne faut pas se limiter qu'à la vision pessimiste de ce qu'entraînent la révolution numérique et la digitalisation. Ces dernières participent au changement de notre société, créent des emplois et des vocations, améliorent le confort de vie de certains... Il est fondamental de les maîtriser et de les exploiter pour être prêt face à un monde en plein changement.

### *2.3. La nécessité de ne pas laisser passer l'opportunité du virage de la transformation numérique à l'aune de la crise sanitaire*

Luc FERRY lors d'une conférence à l'ESSEC précise que la 3ème révolution industrielle que nous sommes en train de vivre, celle de l'intelligence artificielle, de la robotique et du digital, est en passe de "bouleverser nos vies davantage dans les 40 à 50 ans qui viennent que dans les 4000 ou 5000 ans qui précèdent."<sup>64</sup>

Il est urgent de prendre ce virage de la transformation numérique, de nous adapter à ce monde nouveau avant de prendre davantage de retard. Un monde nouveau emmène un langage nouveau. Ce dernier a l'avantage d'être commun, puisqu'il s'agit du code.

Ce qui n'était jusqu'à peu qu'une "option" pour les élèves de bac S (ISN) est devenue une nouvelle spécialité au programme du bac 2021 : Numérique et Sciences de l'Informatique (NSI). C'est une première étape fondamentale. Nous devons à présent nous appuyer sur la crise sanitaire actuelle pour encore accélérer cette révolution et permettre au plus grand nombre de se former, notamment en s'appuyant sur des moyens innovants et accessibles à tous comme les MOOCs évoqués plus haut.

---

<sup>64</sup> Luc FERRY lors de l'Imagination Week de l'ESSEC en 2020

# La revalorisation impérative de nos institutions : pour une jeunesse qui retrouve espoir dans la promesse méritocratique

## I- Souder les jeunes par la culture et le retour à une citoyenneté fière et affirmée

### 1. Souder les jeunes autour des savoirs fondamentaux

Il s'agit tout d'abord de souder les jeunes autour des savoirs fondamentaux, instruire plutôt qu'éduquer pour former des hommes libres. L'idéal serait de renouer avec l'objectif de Condorcet, et (bien que tout n'est pas à mettre de côté des objectifs "moraux" de l'école comme la sensibilisation à l'écologie, la sécurité routière, ou encore aux inégalités de genre) privilégier l'enseignement de l'Histoire, du français et de la littérature...

Dans cet esprit, l'action de Jean-Michel BLANQUER à la tête de l'Éducation Nationale ne peut être que louée : refonte des évaluations, retour de la dictée, de l'apprentissage de la lecture par la méthode syllabique... quatre circulaires publiées au Journal officiel du 26 avril 2018 travaillent à créer cette "référence commune" et ce retour aux fondamentaux.

Il convient de préserver et renforcer ce modèle de l'école de l'exigence. C'est dans cette optique que nous proposons la mise en place d'un examen national d'entrée au collège. Ce dernier, serait organisé en fin de CM2 et composé d'une dictée et d'exercices élémentaires de français, mathématiques et d'histoire. L'objectif est alors de vérifier l'acquisition des connaissances et des savoirs fondamentaux et faire savoir aux familles et aux enfants que le passage au collège ne sera plus autorisé sans cela. Ainsi en cas d'échec à cet examen, un rattrapage peut être organisé, à l'issue duquel ne peuvent être envisagés qu'un succès ou un redoublement obligatoire. Nous envisageons évidemment les exceptions que peuvent constituer les cas de dyslexie ou autres problèmes médicaux avérés par la médecine scolaire en amont. Une classe spéciale pour les redoublants de chaque niveau pourra par ailleurs être créée au sein des établissements, afin de permettre aux professeurs de reprendre les points problématiques.

### 2. Souder les jeunes autour de notre histoire

Il s'agit également d'arriver à souder les jeunes autour de notre histoire et d'un destin commun.

Pour se faire, il faut réformer les programmes scolaires en optant par exemple pour un retour de l'histoire enseignée de manière chronologique, avec des attentes révisées et rehaussées. La France est forte de quinze siècles d'histoire, nous avons le devoir de redonner à l'ensemble des jeunes générations, des raisons d'être fières d'être français, et de pouvoir réfléchir avec lucidité à leur société.

Dans cet esprit nous pouvons par ailleurs envisager de créer des séminaires d'une semaine par an sous forme de "classes vertes", et ce dans chaque classe de chaque niveau de primaire, collège ou lycée. Ces

## Les jeunes de France : constat d'échec et promesse d'espoir

séminaires porteraient sur une partie de l'histoire de France, et permettraient aux enseignants de faire un focus sur une thématique particulière, à travers la visite de monuments, musées, ruines, villages...

Enfin, donner un élément de leur patrimoine aux élèves peut aussi contribuer à les souder autour d'une histoire et d'un destin commun. « De tous les instruments de l'homme, le plus étonnant est, sans aucun doute, le livre. » affirme Luis BORGES, page 736 du volume 2 de ses œuvres complètes publiées dans la collection "La Pléiade". Elles siègent ainsi aux côtés de COHEN, HUGO ou STENDHAL. Nous nous proposons d'offrir aux élèves les plus méritants un ouvrage de "la Pléiade", tant cette collection se veut représentative de l'exception culturelle française.

### 3. Souder les jeunes autour de la promesse méritocratique

Il est de notre devoir de garantir aux jeunes la perspective de pouvoir être récompensés pour leurs efforts et de s'élever par le travail. Il incombe en ce sens aux parents une véritable responsabilité : l'implication parentale, dès le préscolaire, par le soutien au progrès de l'enfant, par la présence à l'école et les contacts rapprochés avec les enseignants, sont importants et à encourager. Ils ne sont néanmoins pas suffisants.

Le lycée doit revaloriser la filière technologique en réservant l'accès aux BTS / BUT et licences professionnelles aux bacheliers issus des filières technologiques, n'étant alors ouverts aux bacheliers issus des filières générale et professionnelle que dans la limite des places restantes. L'objectif est ici de faire comprendre que le baccalauréat général ne permet pas d'aller partout.

L'enseignement universitaire doit être revalorisé, et ainsi permettre de revaloriser ses étudiants. Nous proposons une sélection minutieuse à l'entrée avec une baisse si nécessaire du nombre de places disponibles en première année de licence. Il peut être ainsi envisagé de baisser en proportion le nombre de places disponibles dans les domaines où le taux de chômage est fort, ou encore de généraliser les filières de type "magistère".

### 4. Souder les jeunes en les valorisant toutes

Malgré les remarquables efforts faits par le gouvernement en matière d'instruction, d'autres peuvent être réalisées pour développer davantage l'apprentissage et la professionnalisation. Plusieurs points peuvent être en ce sens abordés, nous choisissons d'en développer trois.

Pour revaloriser les métiers du quotidien et de l'artisanat, des journées métiers peuvent être incluses une fois par trimestre dès le collège pour faire découvrir un métier "sur site". Une demi-journée avec le professionnel, une autre demi-journée d'études et d'exposé sur ce métier et le parcours nécessaire pour y accéder vont permettre à l'élève de se renseigner sur le domaine du travail et d'envisager ses perspectives professionnelles.

Dans presque tous les pays de l'OCDE, les filières professionnelles bénéficient d'une meilleure insertion que les filières générales. C'est l'inverse en France. Nous appelons à un audit des formations du baccalauréat professionnel et de leur adéquation avec le bassin d'emploi local et à l'accompagnement individuel des lycéens en filière professionnelle. Enfin, il s'agirait de pérenniser l'ambition " un jeune, une solution" avec l'objectif-slogan suivant : "bac pro = 0 chômage". Cela pourrait notamment passer par la survalorisation des bacheliers professionnels dans le système des bonus-malus apprentissage.

## Les jeunesses de France : constat d'échec et promesse d'espoir

Recréer une élite littéraire et refaire de la France une terre d'érudits mondiaux doit compter parmi nos objectifs. Cette entreprise passerait par prendre les primés d'un concours général renouvelé (avec un appel national à postuler et des quotas de candidats par lycée pour lutter contre l'autocensure) pour les envoyer dans une classe préparatoire spécifique de trois ans. Ils pourront alors tenter les concours de l'École Normale Supérieure ou se voir proposer une "résidence littéraire publique" de longue durée, sur le modèle des résidences artistiques, et ainsi travailler à réfléchir sur le monde en étant rémunérés lors de leur passage dans cette résidence, et faire publier leur premier ouvrage à titre gratuit. L'idée est de confier nos plus grands talents aux meilleurs professeurs et les faire concevoir une production littéraire possiblement mémorable, plutôt que de les voir tenter (et "gâcher leur potentiel") la haute fonction publique ou les écoles de commerce.

### 5. Souder les jeunesses en les faisant se rencontrer

Le premier phénomène mis en exergue dans ce rapport est celui de la balkanisation. Nous proposons que les jeunesses puissent se rencontrer.

Cela pourrait tout d'abord passer par un certain nombre de projets communs entre établissements, et notamment la mise en place d'au moins un partenariat (obligatoire) entre des établissements scolaires (sur le modèle des partenariats des écoles françaises et étrangères) autour de projets communs : échanges physiques, visites communes, classes vertes communes...

## II- Par l'action de l'État pour œuvrer à la réussite de tous

### 1. Contre la précarité étudiante : « 1 jeune, 1 solution » une réponse sur-mesure et pour chacun à soutenir

La pandémie de COVID-19 a impacté plus fortement les populations vulnérables mais aussi la jeunesse. Le rapport fait au nom de la commission d'enquête pour mesurer et prévenir les effets de la crise du Covid-19 sur les enfants<sup>65</sup> montrent que les jeunes subissent très fortement la précarisation économique, l'isolement et une série de ruptures scolaires, affectives et psychologiques.

Le plan de 6,7 milliards d'euros « 1 jeune 1 solution » déployé par le gouvernement à l'été 2020 permet d'apporter des réponses immédiates, et d'assister à la mise en place d'une plateforme de mise en relation avec les entreprises et des jeunes cherchant un emploi, une formation ou une mission, avec pour dernière fonctionnalité un simulateur pour accéder aux différentes aides comme l'aide au logement, l'aide à la mobilité ou les bourses.

La promesse est forte, mais dépend d'un facteur important : l'accès au digital. Ce dernier peut sembler acquis sur l'ensemble du territoire, et pourtant, l'Insee<sup>66</sup> révèle qu'en 2019, 12% des individus de 15 ans ou plus résidant en France ne disposent d'aucun accès à internet quel que soit le type d'appareil (ordinateur, tablette, téléphone portable) et de connexion. Le confinement a par ailleurs révélé des inégalités d'ordre géographiques d'accès à internet, malgré les recommandations gouvernementales. L'on comprend alors que la réduction de la fracture numérique devient un enjeu central.

Il s'agit alors d'offrir une solution alternative à ceux ou celles qui n'ont pas accès à internet, en renforçant la campagne de communication lancée en début d'année : aller à la rencontre des jeunes dans les

<sup>65</sup> Rapport public, Assemblée nationale, Sandrine MORCH et Marie-George BUFFET

<sup>66</sup> Rapport Insee, 30 octobre 2019, "Une personne sur six n'utilise pas Internet"

## Les jeunes de France : constat d'échec et promesse d'espoir

lieux de passage comme les gares de train, les stations de métro, mettre en place des *pop-ups* d'information permettant un échange et un accès sur place avec tablette mobile afin de pouvoir effectuer les démarches administratives et de recherche librement...

### 2. L'accompagnement des projets sportifs et artistiques

*Ce n'est pas la passion qui détruit l'œuvre d'art, c'est la volonté de prouver.*

André MALRAUX

Au-delà de l'aspect bien-être du sport et créatif de l'art, ces 2 disciplines rassemblent et passionnent des millions de jeunes tous les ans. En 2019, environ 9 756 500 de licences ont été délivrées par les associations ou les clubs sportifs à des jeunes âgés de moins de 24 ans<sup>67</sup>.

Le sport et l'art sont des facteurs indéniables d'émancipation, plus encore chez les jeunes. Ces derniers ont besoin de bouger, de se dépenser, de se déconnecter parfois de cette vie qui ne cesse d'accélérer. Ces disciplines participent grandement au développement de l'enfant et de l'adolescent, lui permettent de faire des rencontres, d'échanger, de développer des capacités de concentration supérieure, d'inculquer les notions de persévérance et d'effort. Parfois même, certains souhaitent faire de leur passion leur vie. En somme, ces disciplines sont essentielles.

Le rôle de l'État en la matière est de mettre à disposition de la jeune population tous les moyens possibles afin de les accompagner au mieux et de leur donner la chance de concrétiser leurs projets. Il est important pour notre pays de recréer des "élites" sportives et artistiques, faisant rayonner la France et sa culture à l'international.

#### 2.1. Propositions concernant l'accompagnement des projets sportifs

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la France a davantage de mal à performer sur la scène sportive internationale (à l'exception du biathlon avec Martin FOURCADE et du handball avec la génération des "Experts"). Elle se classe en moyenne au 10<sup>ème</sup> rang mondial ces dernières années<sup>68</sup>. Cependant, un espoir renaît depuis 2016 avec une nouvelle génération qui a été correctement préparée et à laquelle on a laissé la chance de réussir notamment à travers des dispositifs comme les "sections sport-études" lancées dans les lycées dans les années 60 après des résultats catastrophiques aux JO de 1960 et 1964. Cet outil a été renommé "section sportive scolaire" (SSS) et a été étendu aux collèges en 1996. Ainsi, des jeunes à fort potentiel ont pu être repérés et accompagnés à travers ces programmes sans pour autant perdre un niveau scolaire trop important<sup>69</sup>. Si l'on souhaite recréer une "élite sportive" durable, il convient donc de s'appuyer et de renforcer ce dispositif déjà existant.

Voici quelques propositions :

- **Augmenter le nombre de sections sportives scolaires à 50% du nombre de lycées et de collèges total.**

<sup>67</sup> INJEP, s'appuyant sur les données du ministère des Sports, 2019

<sup>68</sup> En se basant sur le nombre de médailles et rangs lors des JO d'été et d'hivers de 1896 à 2016

<sup>69</sup> Rapport de l'académie de Lyon sur l'influence des SSS, 2014



Aujourd'hui environ 700<sup>70</sup> lycées proposent une section sportive scolaire pour un total de 1620 établissements. L'objectif serait donc d'augmenter le nombre de SSS de 700 à 810. Concernant les collèges, 2000<sup>71</sup> proposent une section sportive scolaire sur un total de 5300. L'objectif serait donc d'étendre ce dispositif dans 2650 établissements.

- **Diversifier la palette des sports en s'appuyant sur le nombre de licenciés et des infrastructures disponibles.**

Un total de 80 disciplines sportives est proposé aux élèves du lycée. Cette diversité permet à chaque jeune de trouver un sport qui lui correspond et de le pratiquer en section sportive au collège ou au lycée. Rien à redire donc sur cette large palette de sports proposés. Seulement, il existe bien entendu des disparités : on ne trouvera pas aussi facilement un lycée proposant une SSS aviron qu'un lycée proposant une SSS football. Dans ce cas-là, rien d'étonnant car au regard du nombre de licenciés en clubs d'aviron et en clubs de football<sup>72</sup>, sans même compter les infrastructures nécessaires à la pratique de ces 2 sports, cela relève de la logique de proposer davantage de SSS football. Cependant, cette logique n'est pas toujours respectée. Les SSS les plus répandues sont : football, rugby, volley-ball, handball, athlétisme, judo et basketball<sup>73</sup>. En somme, un nombre important de sports collectifs. Or, ces derniers ne reflètent pas complètement la demande des jeunes. Le rugby par exemple se classe 10ème dans le classement des sports comptant le plus de licenciés. Un grand absent également est le tennis, pourtant 2ème en s'appuyant toujours sur le même classement. On peut également citer l'équitation, le golf et la natation, disciplines parfois oubliées dans certains territoires. Cette inégalité de répartition peut avoir 2 conséquences : un abandon de l'objectif sportif par manque de moyens, ou bien l'investissement maximal (financier et humain) des parents et de l'enfant choisissant la solution de l'internat loin de chez lui. Il est donc important d'engager un développement des SSS (voir proposition 1) tout en prenant soin de diversifier l'offre régionale en se basant sur les infrastructures disponibles et le nombre de licenciés.

- **Développer davantage de sections sportives scolaires pour les filles.**

Les SSS gymnastique, danse, natation synchronisée, art du cirque... comptabilisent une part de filles importante et sont pourtant très minoritaires. Afin d'éveiller les envies des élèves et développer plus rapidement la pratique du sport féminin en France, il serait intéressant de proposer davantage de ces SSS partout sur le territoire.

- **Continuer de développer rapidement le programme des sections d'excellence sportive.**

Ce palier entre les SSS et les pôles espoirs des différentes fédérations sportives est essentiel si l'on souhaite recréer une "élite" sportive française. Elle a le rôle d'accompagner individuellement chacun des membres de cette section avec un suivi médical et scolaire (aménagement d'horaires...) avancé. Il est nécessaire de continuer à repérer et accueillir de nouveaux jeunes espoirs, de mettre tous les moyens financiers et humains possible à disposition des régions et des académies afin de propulser leurs élèves au plus haut

---

<sup>70</sup> ONISEP, 2019

<sup>71</sup> ONISEP, 2018

<sup>72</sup> Ministère chargé des sports, 2018

<sup>73</sup> Analyse selon les chiffres communiqués par 3 académies, données supplémentaires récentes non disponibles.

niveau. Le programme de labellisation "Génération 2024" va dans ce sens et doit continuer d'être développé d'ici aux Jeux Olympiques de Paris.

## *2.2. Propositions concernant l'accompagnement des projets artistiques*

Les arts sont multiples (architecture, sculpture, peinture, musique, littérature, cinéma, théâtre...) et les artistes de plus en plus nombreux<sup>74</sup>. L'art et la culture sont parmi ces disciplines qui font de la France, la France. La conservation de cet "art de vivre" et de ce savoir-faire unique que l'on développe depuis des siècles sont essentiels pour la pérennité de notre rayonnement international. Il est donc important de sensibiliser les jeunes générations à cet héritage et de leur donner la possibilité de s'exprimer en l'exploitant.

- **Créer des vocations artistiques dès le plus jeune âge.**

De l'enseignement des arts plastiques, de la musique et de l'histoire des arts au collège jusqu'à la nouvelle spécialité "Arts" présente dans la nouvelle formule du bac et aux 2 parcours technologiques artistiques disponibles (STI2A et S2TMD), l'éducation culturelle de l'élève est fournie. Les réformes engagées depuis le début du quinquennat vont dans le bon sens. Il faut cependant veiller à investir dans les équipements parfois dépassés afin que les élèves puissent bénéficier d'outils adaptés.

- **Développer davantage l'enseignement culturel dès le primaire, en multipliant les ateliers pratiques en collaboration étroite avec les associations culturelles locales de chaque territoire.**

Faire participer les plus jeunes générations à des enseignements manuels pourrait étoffer leur agilité et leur créativité tout en produisant un travail de sensibilisation au secteur culturel. Pour les enseignements supérieurs (collèges / lycées), il serait bon de multiplier les rencontres culturelles et artistiques en s'appuyant une nouvelle fois sur le secteur associatif local, souvent riche et inexploité.

- **Parrainage artistique des collèges et lycées de France**

L'idée d'Aurore Bergé formulée en 2020 qui consiste à mettre en place un système de parrainage des collèges et lycées de France est séduisante. Chaque collège se verrait être parrainé par un artiste / architecte tandis que chaque lycée se verrait parrainé par un écrivain / essayiste de la région ou du département. Une rencontre annuelle avec la marraine ou le parrain permettrait de mettre en avant des artistes et de renforcer ce lien entre les élèves et le secteur culturel.

- **Encourager les artistes en leur donnant davantage de visibilité en multipliant les partenariats entre collectivités territoriales et jeunes artistes.**

Il est important d'accompagner et d'encourager les projets artistiques des jeunes générations. Pour cela, il serait bon de multiplier les partenariats entre collectivités territoriales et artistes des collèges et des

---

<sup>74</sup> Enquête INSEE pour le ministère de la Culture et de la Communication, 2020

## Les jeunesses de France : constat d'échec et promesse d'espoir

lycées. Une possibilité serait par exemple de s'appuyer sur les élèves de la nouvelle spécialité "Arts" du baccalauréat, ou des gagnants de concours à thèmes (fréquents au sein des cours d'arts plastiques délivrés au collège). Des périodes d'expositions dans des galeries municipales et départementales pourraient être réservées une fois par an pour les élèves des établissements aux alentours. Outre les galeries, des expositions (ou des représentations pour le spectacle vivant) dans des salles des fêtes, mairies, parcs... doivent être envisageables, l'objectif étant de partager les créations au plus grand nombre.

- **Proposer aux très bons élèves un accompagnement à la digitalisation de leurs œuvres et/ou à la création d'un portfolio.**

Quoique, de nos jours, les jeunes artistes aient moins de mal à se promouvoir via des canaux numériques (réseaux sociaux, création d'un blog / portfolio numérique...), certains sont encore étrangers à toutes ces nouvelles pratiques. Consommer de l'art nécessite du temps. Or, lorsqu'on navigue sur internet, on attend souvent une réponse rapide et concise de ce que l'on recherche. Pour une communication artistique digitale efficace, il faut donc maîtriser tous les codes de ces nouvelles plateformes. Cet accompagnement, si important, pourrait être délivré aux meilleurs élèves de collège et de lycée<sup>75</sup> souhaitant faire de l'art leur métier. Un professeur d'art ainsi qu'un spécialiste média pourraient être mis en contact avec le jeune afin de l'aider à construire et développer son identité artistique. Par exemple, ils pourraient assister l'élève dans le processus de création d'un compte sur les réseaux sociaux, d'un profil sur sites spécialisés (ventes, bouche-à-oreille...), d'un portfolio numérique ou bien encore d'un blog personnalisé.

Il revient à l'école (et donc à l'État) de ne pas abandonner les élèves souhaitant s'engager dans un parcours artistique ou sportif. En cas d'échec ou de perte de niveau trop importante, les institutions doivent être présentes auprès des jeunes afin de les accompagner si une réorientation est nécessaire en leur proposant un parcours académique adapté à la pratique de leur activité ou en rapport avec leurs passions.

---

<sup>75</sup> En se basant sur des données telles que les notes ou le résultat à des concours d'arts régionaux ou nationaux.

# Conclusion

« *Il faut un diagnostic juste si l'on veut des remèdes appropriés* ». C'est en ces mots que s'exprimait Jean Michel BLANQUER lors d'un entretien accordé au *Figaro* en 2015. Le diagnostic était dans le cadre de ce rapport, sans appel.

Ce projet se sera attaché à mettre en lumière différents éléments qui, une fois réunis, permettraient répondre aux aspirations d'une jeunesse française de plus en plus insatisfaite et en conflit. Parfois avec le reste du corps social, souvent de façon interne face à l'hétérogénéité des situations.

Que ce mal-être relève d'une réalité, ou de perceptions erronées, il n'en existe pas moins, et est symptomatique d'une volonté de changement. La prise en compte des demandes, ambitions et inclinations des jeunesses se fait pressante à l'aune des échéances électorales. Elle se fait nécessaire, au risque d'avoir à gérer la contradiction croissante qui existe dans une société proposant méritocratie, émancipation individuelle et excellence comme valeurs théoriques, lorsque la pratique peut être toute autre.

Face au phénomène de balkanisation de la jeunesse, face au constat d'échec ou d'impuissance d'un certain nombre d'institutions, face à l'attitude d'une frange de la jeunesse qui ne saurait être acceptable, il convient de faire preuve d'exigence et de rigueur.

Créons du lien. Favorisons éducation et émancipation. Dépassons les déterminismes. Cherchons l'équité plutôt que l'égalisation fantasmée. Travaillons à permettre aux jeunesses, quelles que soient leurs aspirations, de trouver du sens dans leur environnement, se rendre présentes au monde, et faire les français de demain.

Passer des jeunesses à la jeunesse de France peut s'apparenter à une utopie, mais nous aurons souhaité, humblement, tout au long de ce rapport, prouver une chose: le déclinisme n'est pas une fatalité. Alors, qu'il soit combattu. Que la promesse méritocratique soit régénérée, et que notre héritage, espoir d'avenir glorieux, soit valorisé. Il est civique et culturel. est historique et intellectuel. Il est ambitieux et lucide. Il est, en deux mots, passionnément français.

## Contact

Notre initiative vous intéresse ? Vous souhaitez obtenir plus d'informations, nous rejoindre, contribuer à nos travaux ? N'hésitez pas à nous contacter.



Courriel : [cercleorion@gmail.com](mailto:cercleorion@gmail.com)